

The background of the cover features a large, faint, light gray logo of the Association Pour le Plaidoyer Médiateur Familial (APMF) at the top, and a cluster of interlocking puzzle pieces in the center. The puzzle pieces are light gray with white circular cutouts.

Revue n°17  
Décembre 2009

Écrits et manuscrits de la Médiation familiale

**Coordination :** *Marie ROUSSEAU*

**Comité de rédaction :** *Bernard CORTOT*

*Claire DENIS*

*Isabelle JUES*

*Maité LASSIME*

*Cristina SANS*

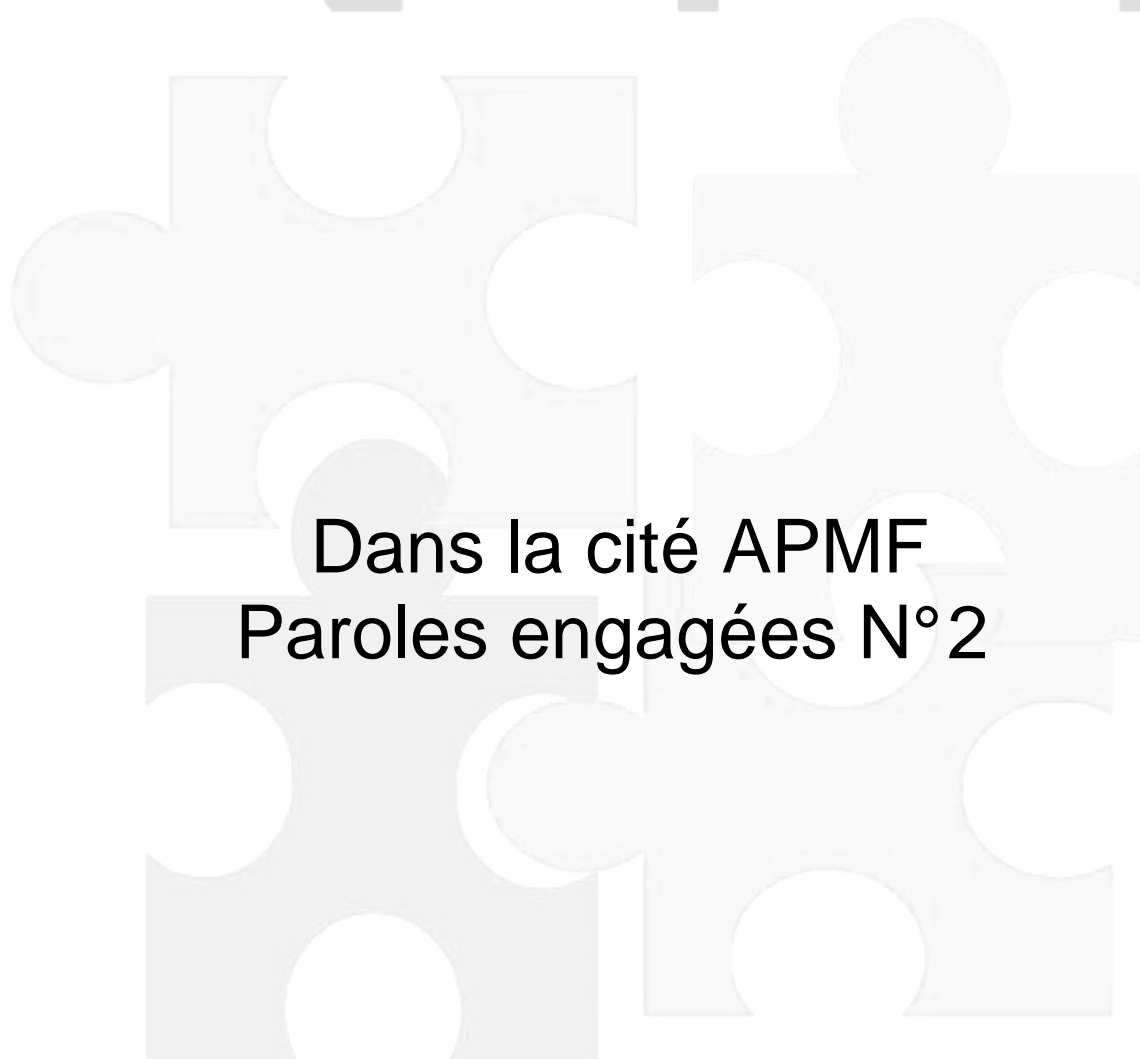


## REVUES DÉJÀ PARUES

---

N°0	Janvier 2004	
N°1	Juin 2004	
N°2	Octobre 2004	<i>Des modèles aux pratiques... Du cadre au processus</i>
N°3	Janvier 2005	<i>Contexte institutionnel et réglementaire de la médiation familiale</i>
N°4	Juin 2005	<i>Le couple</i>
N°5	Octobre 2005	<i>Du médiateur et de la place de tiers</i>
N°6	Juillet 2006	<i>Médiation familiale et soutien à la parentalité</i>
N°7	Juillet 2006	<i>Du pouvoir et de l'autorité en médiation familiale – Actes du Colloque La Rochelle (27 et 28 Avril 2006)</i>
N°8	Avril 2007	<i>Médiation familiale dans le contexte pénal</i>
N°9	Juillet 2007	<i>Médiation familiale et Analyse de Pratique</i>
N°10	Décembre 2007	<i>Médiation familiale – Éthique de la pratique</i>
N°11	Janvier 2008	<i>Médiation familiale et lien social</i>
N°12	Juin 2008	<i>L'enfant et la médiation familiale</i>
N°13	Septembre 2008	<i>Médiation familiale – Éthique de la pratique n°2</i>
N°14	Novembre 2008	<i>L'A.P.M.F. Vingt ans au service de la médiation familiale</i>
N°15	Janvier 2009	<i>Médiation familiale dans un contexte de protection de l'enfance</i>
N°16	Juillet 2009	<i>Dans la cité APMF : Paroles engagées</i>





**Dans la cité APMF  
Paroles engagées N°2**



# Sommaire

EDITORIAL	
L'APMF a vingt ans , <i>Claire DENIS</i>	7
Propositions pour le groupe de travail « politique » APMF Région des Pays de la Loire	8
Éléments de réflexion sur la politique de l'APMF APMF Région Picardie et Haute Normandie	11
Réflexions autour de l'APMF Véronique HWONG TRIALOGUE	13
Organisation et orientation politique futures de l'APMF Pierre GRAND	15
Compte rendu du séminaire de Montbard Claire Denis	18
La Politique et l'APMF Bernard CORTOT	32
APMF Annie BAILLY BUBOIS	37
Après Montbard ... Claire DENIS	39
Altérité Anne-Laure PETIT-JEAN	42
C'est encore de la culture Marie ROUSSEAU	44
Articulation entre Point Rencontre <sup>1</sup> et Médiation : L'intérêt d'une Co-Médiation. Chantal MAGNANT	47
Médiation ou négociation ? Valérie LEGOASTER	55
« D'où l'importance du cadre... » Valérie LEGOASTER	58
Médiation familiale et protection de l'enfance Béatrice MILLET	60



Lettre ouverte à Madame Danièle Ganancia, suite à la conférence lors du Colloque de l'APMF 62

Le juge et le conflit

Texte de l'intervention de Madame Danièle GANANCIA au colloque de l'APMF 64

***Nous rappelons que les écrits contenus dans les revues  
de l'A.P.M.F. n'engagent que leurs auteurs.***



# EDITORIAL

## L'APMF a vingt ans ,

*Claire DENIS*  
*Médiatrice*

Elle a rassemblé nombre d'énergies, de promesses, d'efforts, d'espoirs... Elle a fait communauté : histoire, engagements, cultures communes entre les praticiens, formateurs, services de médiation et centres de formation au fil du temps.

Elle a participé à l'institutionnalisation de la médiation familiale, qui, comme toute idée nouvelle, à mesure qu'elle prend forme, a perdu de sa radicalité.

Vingt ans après sa fondation, l'APMF s'interroge sur son avenir : elle vit un temps de passage, un moment suspendu où la parole est donnée aux adhérents comme aux administrateurs. Ainsi les différentes revues de cette année 2009 témoigneront des productions réflexives du moment de transition, à travers les « actes » du colloque des vingt ans, les deux revues « Paroles engagées, dans la cité APMF ».

Vous trouverez donc, dans cette deuxième revue « Paroles engagées, dans la cité APMF », des textes consacrés aux travaux collectifs des séminaires et groupes régionaux, et par ailleurs, des écrits singuliers et engagés de médiateurs familiaux, suite aux travaux de la commission politique.

Voulons-nous toujours espérer, dans les années futures, comme l'écrit René Char (fureur et mystère) qu' « A tous les repas pris en commun, nous invitons la liberté à s'asseoir. La place demeure vide, mais le couvert reste mis » ?



# Propositions pour le groupe de travail « politique » de l'APMF

## *Région APMF des Pays de la Loire*

Réunis à Angers le 9 juin 2009, les adhérents des Pays de la Loire ont échangé sur leur vision de l'APMF et sur ce qu'ils souhaiteraient. Voici ce qu'il en ressort :

- Le langage de l'APMF n'est plus lisible : trop de groupes, trop de commissions... La « Nouvelle Lettre » est difficile à lire, il y a beaucoup de répétitions. Nous aimerions de la synthèse.
- L'APMF est trop tournée sur elle-même, l'association ne défend plus nos intérêts. Certains ont même été jusqu'à dire que l'APMF ne défendait pas assez la médiation familiale – par rapport à la « médiation tous azimuts » – L'APMF « permet », par exemple, à des médiateurs familiaux, de faire des « médiations » parents/enfants. Elle accueille toutes les pratiques, ce qui nous interroge.  
Nous suggérons à l'APMF de faire le distinguo entre ce qui, pour elle, est de la médiation familiale et ce qui n'en est pas.
- L'APMF doit être là pour aider les adhérents praticiens dans les difficultés qu'ils rencontrent. La formation qu'un certain nombre d'entre nous ont reçue ne nous donne pas suffisamment d'outils pour investir de nouveaux types de médiation familiale. Comment l'APMF pourrait-elle, par exemple, contribuer à « baliser » la médiation familiale dans les nouveaux champs – à l'exemple de la médiation familiale inter-générationnelle – de manière à aider les praticiens MF à rester « bien guidés sur l'éthique » ?
- Nous proposons de créer un annuaire des médiateurs familiaux- praticiens et de supprimer le collège des médiateurs familiaux. Pourquoi ?  
Nous trouvons trop compliquée la procédure d'inscription au collège, qui continue de rebuter un certain nombre d'entre nous. Et quelques adhérents ont fait remarquer qu'ils ne comprenaient pas pourquoi l'APMF leur demande une attestation de l'employeur pour prouver leur pratique : on adhère à l'APMF « à titre personnel »,



qu'est-ce que vient faire une attestation d'employeur là-dedans ? C'est un mélange des genres incompris. Quelle image de notre association donne-t-on à notre employeur, puisque notre parole ne suffit pas alors qu'on parle d'éthique et de déontologie à l'APMF ? La parole de l'employeur compterait plus que la nôtre ? Cela contribue à nous décrédibiliser vis-à-vis de lui !

Il serait simple d'inscrire les Médiateurs Familiaux praticiens dans un annuaire dès leur adhésion, via un questionnaire. Actuellement, ils s'engagent sur le code de déontologie défendu par l'APMF à ce moment-là.

L'intérêt d'être inscrit dans un annuaire de praticiens MF a été débattu : des adhérents font remarquer qu'ils ne travaillent pas en libéral... Certes, dans beaucoup de cas, ces noms ne pourraient pas être utilisés par le public qui cherche un médiateur familial. Ils sont néanmoins importants à connaître en interne, à l'APMF, et ils nous permettraient de pouvoir échanger avec d'autres médiateurs familiaux dans d'autres régions.

Nantes, le 10 juin 2009

Pour la région,  
Yvonne CABARET  
Déléguée régionale des Pays de la Loire

*Nous nous sommes réunis pour la dernière fois en région le 8 septembre 2009. Voici ce que nous aimerions qui soit transmis au séminaire "politique" de Montbard :*

1. Le texte que nous avons produit en juin 2009 (envoyé le 19/06/09, mais pas publié dans la revue) est toujours d'actualité.
1. Les adhérents de la région se sont prononcés clairement pour que l'APMF devienne une association de praticiens. Car seule une association de praticiens pourra défendre notre statut de médiateur familial, ce qui nous semble primordial dans le contexte actuel. Reste cependant à déterminer quel rôle pourraient avoir les médiateurs familiaux adhérents à l'APMF mais qui ne pratiquent plus (MF à la retraite) ou qui n'ont jamais pratiqué. Auraient-ils une voix consultative délibérative ?
2. Une telle association de praticiens pourrait avoir une mission de veille et être une structure-ressource pour les médiateurs familiaux (réflexions sur les pratiques, renseignements sur les différents montages à réaliser - quand on crée une association ou quand on s'installe en libéral, par exemple -)



3. La fiche-adhérent nous semble intéressante en vue de créer un annuaire des adhérents, mais elle pose les mêmes questions : quelle place pour les MF qui ne pratiquent pas ? Comment ? qui dans l'espace public ? Qui dans l'espace adhérents ? Ce sont là les choses essentielles que nous voulons transmettre : il n'y aura personne de notre région Pays de la Loire à Montbard. Je suis sûre que les échanges seront riches et qu'une nouvelle page s'ouvrira alors pour l'APMF

Pour la région des Pays de la Loire  
Yvonne CABARET  
Déléguée régionale



# Éléments de réflexion sur la politique de l'APMF

## *Régions Picardie et Haute Normandie*

Lors de nos dernières réunions en régions nous avons échangé sur les questions autour de la politique de l'APMF. Voici, de façon succincte, les éléments qui en sont ressortis.

Nos rencontres sont ouvertes aux adhérents de l'APMF comme aux autres médiateurs familiaux des régions.

### Éléments critiques négatifs :

L'APMF peut être ressentie comme dans la toute-puissance, le savoir, la certitude. Cet aspect a été illustré par : « l'APMF n'est pas propriétaire de la médiation familiale ni de la médiation »

L'APMF peut être identifiée comme des « vieux dinosaures détenteurs de ce qu'ils pensent, croient savoir sur la médiation » et « cela ne donne pas envie d'adhérer »... L'APMF apparaît dans le pouvoir, dans la détention du savoir sans existence de doute.

Que nous apporte l'APMF dans nos préoccupations concernant notre survie, la survie de nos associations ? Pour certains la réponse est lapidaire : « rien »

### Éléments positifs, attentes :

L'APMF doit nous représenter au niveau national auprès des instances. Elle devrait être porteuse d'information au national sur la médiation familiale et les médiateurs familiaux. Une demande s'exprime pour que la semaine de la médiation familiale soit portée par le national auprès des médias nationaux.



L'AG pourrait être le lieu où émergent des thèmes de réflexion qui pourraient, alors, être travaillés dans les régions lors des rencontres. Ces réflexions pourraient remonter au national pour permettre que, de ce travail, naissent des écrits.

Le collège des médiateurs doit continuer d'exister. Il apparaît, lui aussi, être une instance de réflexion entre praticiens du terrain. Ces réflexions doivent permettre d'élaborer des échanges qui pourraient nourrir l'APMF et nous aider dans notre travail sur le terrain.

L'APMF est précieuse comme ressource, comme lieu de lien, de recherches, de valeurs, de déontologie, de mise à distance et en perspective.

L'APMF est une force, une ressource, c'est une famille.

L'APMF devrait fonctionner en étant centrée sur le terrain. Il faudrait qu'elle soutienne les médiateurs familiaux dans leurs difficultés rencontrées sur le terrain.



# Réflexions autour de l'APMF

*Véronique HWONG TRIALOGUE*

*Médiatrice familiale*

Mes attentes concernant l'APMF.

En tant que Médiatrice Familiale.

- Qu'elle continue à être un lien « ressource, réflexion, rencontre, recherche » pour les Médiateurs Familiaux et leurs services.
- Qu'elle soit un soutien, un recours en cas de difficulté sur une question éthique, sur un différend avec une famille,
- Qu'elle soit un repère sur les questions déontologiques, le métier, ses limites, son cadre, les frontières et pour ses communications avec les autres médiations, les ponts à établir et à promouvoir avec les espaces : lieux rencontres, la thérapie familiale, le conseil conjugal, la justice.

En tant que service.

- Qu'un « collège de service » existe pour permettre l'adhésion du service afin que celui-ci se réclame des valeurs de l'APMF et trouve de l'aide pour son existence, son développement. Ce de façon complémentaire à la FENAMEF, que l'APMF dans ce cadre apporte soutien et information aux services en difficulté financière ou autre.
  - Qu'elle soit force de proposition face aux institutions et financements pour faire avancer des sujets tels que le salaire des médiateurs et coordinateurs (déjà en cours), la prestation de service, (son fonctionnement, particulièrement quand elle diminue lorsque l'activité diminue, ce qui fait que si elle augmente l'année suivante, il manque de l'argent).
- Autre exemple : on nous demande les chiffres 5 fois par an ce qui accroît le travail et la pression sur les équipes sans informaticien payé pour cela. Peut-on refuser collectivement cela ?
- Qu'elle puisse aider dans le cas de services en conflit, en concurrence sur la même région. Peut être proposer une rencontre entre ces services ?



- Qu'elle s'associe à la FENAMEF pour donner plus de poids sur des sujets importants et contribuer à l'assise et au développement de la médiation familiale. Pour cela que les relations soient « bonnes » entre les 2 associations chacune ayant une tonalité différente : partant de la pratique pour l'APMF et des services pour la FENAMEF

Et bravo pour tout ce qui existe déjà : les débats, les recherches sur thèmes, les écrits, le collège, la commission éthique, les groupes régionaux, la semaine de l'APMF, les efforts pour régler les conflits (l'intervention de Mr. OTT), le travail sur le salaire des médiateurs avec les syndicats.

**L'APMF peut être fière de ce qui est fait et avoir confiance en elle pour l'avenir.**



# Organisation et orientation politique futures de l'APMF

*Pierre GRAND*  
*Médiateur Familial*

Depuis 2002, je défends l'idée d'un Secrétariat d'Etat à la Médiation. L'utopie n'est pas un devoir mais un droit. La mise en place d'une telle création peut être perçue comme un symbole, mais elle serait avant tout une reconnaissance de la médiation dans le champ de l'accompagnement des conflits. C'est introduire une culture de la médiation, c'est aussi poser la médiation en amont du litige, c'est aussi organiser des rituels quand le conflit gronde (Maison des conflits par exemple). Introduire avant toute forme de litige un processus de médiation, voilà entre autres, une tâche d'un Secrétariat d'Etat à la Médiation. La prévention des conflits, des conflits familiaux, relève d'une vraie mission de service public. La médiation familiale aujourd'hui n'est plus régulée. Le CNCMF pouvait jouer ce rôle, mais son mandat était autre. Il est temps au niveau national de réguler la médiation, de l'introduire, de la faire vivre. L'APMF pourrait soutenir ce grand projet de création d'un Secrétariat d'Etat à la Médiation.

L'APMF devrait plus que jamais encourager la Médiation familiale. Encourager la Médiation familiale c'est modifier la justice familiale, c'est oser une réforme de la Justice. En effet, les définitions de la Médiation et de la Médiation familiale, les pratiques innovantes interrogent le fonctionnement de la justice. La Médiation familiale permet le passage d'une culture du conflit, du gagnant-perdant, voire plus souvent d'un perdant-perdant, à une culture du gagnant-gagnant : celle du divorce apaisé, pacifié, celle de l'autorité parentale reconnue, acceptée et respectée par les enfants, celle des droits de l'enfant reconnus et respectés par les parents, celle des pouvoirs équilibrés au sein de la famille, celle du dialogue, de l'écoute, de questionnement, du respect mutuel et de l'échange, celle d'une séparation non destructrice dans l'intérêt des enfants, en tenant compte de la responsabilité et de la compétence des personnes. Il est grand temps d'appréhender la famille dans sa diversité et dans son évolution.



Les missions entre le juge aux affaires familiales et le juge des enfants sont différentes et complexifient la reconstruction des liens parentaux et familiaux. Un seul Juge aux liens familiaux (J.L.F.) permettrait une approche moderne de la famille dans son ensemble avec l'idée de reconstruction de liens.

Dans le travail de fond que l'APMF avait entrepris avec la commission Droit (2000), le Conseil d'Administration avait acté la suppression du divorce pour faute. La loi du 26 mai 2004, dite loi Perben n'a pas été au bout de cette logique.

En réalité, l'apaisement souhaité n'est pas toujours au rendez-vous. La notion de faute continue d'alimenter le contentieux, le divorce ne doit plus être conditionné par la preuve de la faute mais par le constat de la désunion. La faute n'est pas le motif de la séparation mais l'expression d'un dysfonctionnement au sein du couple. L'APMF doit soutenir cette suppression, à l'image de certains pays européens.

L'APMF devrait constituer en son sein, en lien avec certains services, un laboratoire de recherche. Les colloques, les journées d'études ne me paraissent plus, comme par le passé, des lieux de confrontation des pratiques. La recherche n'est pas au rendez-vous. L'APMF pourrait promouvoir la recherche en Médiation familiale et en Médiation.

Un autre sujet qui pourrait rassembler les acteurs de la Médiation familiale et de la Médiation, c'est de constituer une fédération de la Médiation, regroupant les principales Associations représentatives (FENAMEF, APMF, autres) afin d'organiser une meilleure lisibilité de la Médiation et de la Médiation familiale en France. Aujourd'hui, il est important de fédérer, de construire, de partager l'expérience. Cette fédération aura d'avantage de poids sur le monde politique pour peser contre certains lobbies ou groupes de pression constitués dans les deux assemblées. (Assemblée Nationale et Sénat). Il ne s'agit pas de fusionner, mais plutôt de rassembler.

Le diplôme d'Etat existe, la déontologie fait partie du patrimoine national, la formation à la médiation familiale continue, les réseaux des indicateurs familiaux se mettent en place, il est peut être temps après ce constat rapide de :

- \* dissoudre l'APMF \_\_\_\_\_
- \* de redéfinir une Association de praticiens indépendants dans une Fédération Nationale regroupant les grandes Associations Nationales.

Il faut en finir, d'une manière raisonnable : entre un crépuscule sans fin, une nuit sans aurore, il s'agit aujourd'hui de réinventer un second chapitre du livre de la médiation.



D'une manière plus intra, l'APMF doit construire son Règlement Intérieur, activer une charte éthique informatique, poursuivre le travail sur des principes déontologiques non plus sur un code, en partant de la définition de la Médiation familiale du CNCMF. Acter l'APMF comme une Association de Praticiens, re-toiletter le conseil des Régions qui devient une instance trop lourde (peu de candidats à la délégation), être réactifs aux médias (exemple avec la place du beau-parent dans le droit).

Il faut que l'APMF appartienne au cirque médiatique, sinon l'APMF n'existe pas. D'autre part, les valeurs démocratiques de la médiation familiale doivent être du côté du fonctionnement d'une telle Association. Les soubresauts réguliers permettent de penser à la non intériorisation des places d'Administrateurs. La parole doit être libre à l'intérieur. Ce n'est pas faire preuve de démocratie que de débattre par courriels interposés, au regard d'adhérents déboussolés. L'administrateur à l'extérieur a une parole APMF, pas une parole personnelle. L'intervention démocratique est à ce prix, qui demande discernement, comme en Médiation Familiale.

***Pour ce faire, il faut une transformation profonde de l'APMF. En effet les 20 ans de l'APMF (colloque), ont marqué une fin de cycle, comme une histoire qui se termine. C'est une association qui a réussi à mettre en forme, en acte, l'objet même de son existence à savoir : promotion, formation, reconnaissance et déontologie.***



# Séminaire de Montbard

*Compte rendu Claire Denis*

*Médiatrice familiale*

Date : 9 et 10 octobre 2009

Lieu : Montbard, Hôtel de la gare

Participants : P.Cazé, B.Cortot, C.Denis, A.Bailly Dubois, I.Froidefond, O.Hayreaud, B.Defossey, M.Rousseau, G.Manuelian, D.Duthy, A-L.Petit Jean

## **Introduction : contexte**

Le 7 février 2009, le nouveau conseil d'administration de l'APMF décide d'entrer dans une période de réflexion, pour une durée de six mois. Il s'agit de définir les nouvelles orientations politiques et de penser l'organisation future de l'association.

Une commission politique est créée : elle a pour mission de donner la parole aux adhérents sur les thèmes précités, d'en réaliser une synthèse, de recueillir des écrits pour la réalisation d'une revue et d'organiser, à l'issue de ce recueil, un séminaire de réflexion.

La commission est composée des personnes suivantes : C.Denis, MJ.Fercot, M.Geoffray, M.Lewis, M.Rousseau.

Le premier temps de travail consiste à réaliser une concertation auprès des adhérents. Dans ce cadre, les écrits sont libres et deux trames de réflexion sont proposées :

### *a) Médiation familiale et politique*

*Etymologie : "politique" du grec polis : la cité - adjectif "politique" qualifie ce qui concerne la vie collective d'un ensemble de citoyens.*

La question peut prendre différentes formes :

Quelle place voyez-vous à la médiation familiale dans la société ? Comment pensez-vous la médiation familiale dans la cité ? Quelle vision politique de la médiation familiale avez-vous ?



*b) La politique de l'APMF :*

La question peut se décliner sous divers angles :

Comment souhaitez vous voir évoluer l'APMF (association de praticiens, association de praticiens et services et organismes de formation....) ?

Quel type d'organisation proposez-vous d'adopter ? Quelles orientations politiques envisagez-vous, pour l'APMF, dans les années à venir ?

Avez-vous des propositions concrètes à formuler ?

2 Quelle est votre vision de la médiation familiale dans la société ?

– Quelle vision de la médiation voulez-vous voir soutenue par l'APMF ?

– Qui et que représente l'APMF ? (Association de praticiens, de praticiens + services + centres de formation...?)

a) Quelles sont les préoccupations et chantiers prioritaires aujourd'hui auxquels doit répondre et travailler l'APMF ?

b) Votre vision d'une nouvelle organisation possible pour l'APMF (CA, Bureau, Conseil des régions, commissions...)

*Le groupe de travail réalise une synthèse des écrits (une cinquantaine) parvenus au siège de l'association. Il rend compte de ses travaux aux différentes instances de l'APMF et aux adhérents (à travers le site et la Lettre). Puis une revue (adressée à tous les adhérents) est réalisée en juillet 2009 ; elle rassemble les textes dont les auteurs (les adhérents) ont donné l'autorisation de publication :*

*titre de la revue « Dans la cité APMF »*

*nom des auteurs: APFFEL Claude, CABARET Yvonne, CANDEL Martine, CAZE Pascal, CORTOT Bernard, DEFOSSEZ Bénédicte, DENIS Claire, DOMINGUES Eva, FERRY Monique, HAYREAU Odile, HAZA Jean-Pierre, JACOB Claudio, LASSIME Maïté, LEBAS Christelle, LEGRAS Marie-Madeleine, LESSER Hélène, LISSOWSKI Martine, LOISEAU Marie-Françoise, MANUELIAN Geneviève, MATROD Jean-Louis, MEFFRE Nicole et CASAMARTA Marthe, MÖRCH Martine, MURER Martine, RICARD Emile, RINGOT Audrey, ROUSSEAU Marie, SANS Cristina, SOLILAK Régine, SOUQUET Marianne, THOMY Arlette, TROUVAT Françoise, DENIS Claire, SAINGERY Sandrine et CORTOT Bernard*

L'étape suivante du travail est l'organisation du séminaire de Montbard : Marie Rousseau et Claire Denis dégagent quelques pistes de travail qui serviront d'ouverture au débat lors du séminaire :



– *Culture et médiation familiale*

Un temps commun autour du terme: culture

- Qu'est-ce que pourrait être une culture de la médiation ?
- Quelles médiations dans quelles cultures ?
- Y a t-il une culture APMF ?

*2. Médiation et vie associative*

*Repérage des attentes, des problématiques, des paradoxes.*

*Quelles formes organisationnelles sont envisageables?*

*Le conseil d'administration du 12 septembre et le conseil d'administration extraordinaire du 7 octobre 2009 confirment la tenue du séminaire de Montbard.*

Ce séminaire est conçu comme un temps de réflexion « de fond » portant sur la place de la médiation familiale et de l'APMF dans la société et sur ce qui pourrait fonder un nouveau mode d'organisation de l'association. Il est pensé comme préparant un autre séminaire, réunissant les membres du conseil d'administration et les délégués régionaux autour des questions d'organisation.

Le séminaire de Montbard réunit donc des administrateurs et des adhérents (pour certains auteurs d'écrits parus dans la revue). Plusieurs désistements d'administrateurs surviennent lors du Conseil d'administration extraordinaire du 7 octobre 2009

Cette revue reprend donc les notes prises lors de ce séminaire : elle porte témoignage d'un travail de groupe. Elle donne également la parole à chaque participant à titre individuel, sur un sujet de son choix à partir des thèmes traités au cours de ces deux journées.

**Qu'est ce qu'une culture de médiation ?**

Dans les écrits des médiateurs familiaux apparaissent les notions de « culture de médiation » (culture de paix, de non-violence, « esprit de médiation » ...) et « de cultures différentes qui génèrent des médiations ».

Il y a plusieurs sens du mot culture (latin cultura issu de colere : tourner en rond, travailler assidument, cultiver, soigner, habiter...).

1- La culture (comme dans le travail agricole) qui porte l'idée d'une « patience » impliquant l'action de retravailler sans cesse, avec effort et assiduité, en vue d'un accroissement qualitatif (et non seulement quantitatif). Il y a l'idée d'élargir son esprit, ses connaissances, de former son esprit au contact de penseurs. Il s'agirait là de la culture comme faculté de grandir, d'intégrer des savoirs tout au long de la vie.



L'autre est indispensable, car la confrontation à la pensée, au savoir de l'autre fait grandir. On se cultive à l'école, dans les universités mais aussi par l'expérience, la sympathie (acculturation)

2- L'autre sens porte sur l'ensemble des traits caractérisant une société donnée (forme sociale), située dans le temps et dans l'espace. La culture se transmet, se diffuse : elle est un ensemble de systèmes symboliques (langue, institutions, arts, coutumes... d'un groupe donné (le "nous" du groupe)

### **Qu'est ce qu'une culture de médiation ?**

Un ensemble de connaissances partagées, des connaissances en termes de savoir-faire, savoir, savoir-être ? Quelque chose de l'ordre d'un projet avec les personnes que nous rencontrons ? Un modèle d'organisation sociale et familiale ?

Quelle sont donc les connaissances communes et partagées ?

Qu'est ce qu'une médiation familiale et que prétend-elle offrir ?

Le groupe au travail répond : une médiation familiale, c'est une **rencontre**, une mise en présence de personnes en conflit. La présence est essentielle dans la mesure où, sans présence, il y a des éléments manquants ( « les émotions ne passent pas » ), des « déperditions » de « vibrations, d'odeurs... C'est une « **rencontre d'altérité** (entre les personnes, y compris le praticien) ». Une rencontre où chacun prend le risque d'être altéré.

Dans la médiation familiale « **confiance est faite à la parole** » (livret pratique éthique de médiation familiale APMF, 2001). La parole est **protégée**, car il faut des conditions pour que cette parole émerge. La parole est aussi **adressée**.

Quelle sont les conditions nécessaires à la parole ?

Se sentir en sécurité et libre.

Quelle fonction, quelle valeur donnons-nous à la parole ?

Celle de permettre l'expression d'un ressenti, adressé à l'autre, celle de « faire sortir de soi », « de mettre en mots ce qui fait mal » « pour avoir moins mal et conduire à une parole adressée ». « Dans une situation qui fait douleur à ceux qui la vivent, elle invite à poser des mots là où il y avait un non-dit, des passages à l'acte et de la violence (livret pratique éthique de médiation familiale APMF 2001). « Confiance est faite à la parole »

Dans un espace psychothérapeutique, la parole est reprise par le thérapeute. Dans la médiation, la parole exutoire est reprise « pour en faire quelque chose », par l'autre.



L'autre a besoin d'entendre cette parole et la personne qui s'exprime a besoin également de s'entendre dire : « Ça va faire médiation, par ce qu'on est présent, parce que l'autre est présent pour entendre la plainte et la reconnaître ». La plainte pourra « tomber dans l'oreille du médiateur avant de pouvoir être entendue par l'autre et c'est parce que le médiateur accepte de l'entendre, sans jugement, que l'autre pourra penser accepter que cela soit à entendre ».

La médiation fait le choix de la **parole adressée plutôt que de la violence**.

Au-delà du « dépôt de parole », la parole en médiation « **ne cherche pas le vrai** » ; elle est pensée comme « **l'expression de la vérité du sujet** ». Il est proposé d'accepter les visions différentes ; est posé le droit de penser différemment ; est recherchée l'acceptation des désaccords, chacun s'enrichissant de la perception de l'autre, chacun acceptant d'être altéré (désaltéré ; avoir soif de) par l'autre.

Parler à l'autre, avec l'autre, est pensé possible et porteur d'effets de reconnaissance réciproque, d'instauration d'une relation, de liens.

Parler, c'est aussi parler une langue, témoignage de l'encrage des personnes dans la culture.

Confiance est faite à la parole ; « une parole est par essence non-violence », « la mise en mots vient remplacer le passage à l'acte »

Il y a cependant de la violence dans la parole (la parole qui humilie, qui nie l'autre, le discours qui manipule ; la parole peut constituer une emprise sur l'autre).

La violence vise l'élimination de l'autre et « avec des mots, on peut tuer ».

Il est fait une distinction entre agressivité (se heurte à l'autre) et violence (pénètre l'autre).

La médiation familiale est-elle une culture de non-violence ?

La non-violence rend inopérante la violence de l'autre. C'est l'image de l'étudiant devant les chars de Tien An men qui, seul et fragile, détourne les chars...

Mais s'il n'y avait pas eu la caméra, aurait-il été écrasé ? La non-violence renvoie à l'autre l'image de sa propre violence. Le non-violent se sert de sa faiblesse comme force.

L'étude des livres sur la médiation familiale depuis « Notre enfant d'abord » jusqu'au livres récents peut-elle nous renseigner sur l'évolution de cette culture de médiation familiale ?

L'évolution du vocabulaire employé est-elle également de nature à nous éclairer (par exemple le terme d'altérité est apparu récemment dans le vocabulaire des médiateurs familiaux).



Sur un plan politique, la médiation familiale vient mettre un terme à la toute-puissance de la puissance publique en affirmant la compétence du sujet ; l'égalité homme femme, en re-introduisant la fraternité, en prônant le partage des pouvoirs. Elle peut apparaître dangereuse et « à récupérer » du côté de la « nouvelle guidance parentale et éducative », du « passe partout », « du normatif ».

La médiation familiale est une « expérience de liberté (expérience de parole libre, autorisée) – de la parole – Un espace a géométrie variable où la personne expérimente sa liberté et peut faire le choix de ses dépendances ».

Du côté du praticien, c'est l'autre qui nous fait médiateur. Nous n'aurions pas besoin de faire de l'analyse de pratique ou de la supervision si nous n'étions pas altérés.

L'une des médiatrices familiales en formation, présente à ce séminaire, nous dit que l'obtention du diplôme est « un point de départ » (« par le diplôme j'aspire à devenir médiatrice mais les personnes que je recevrai demain pourront toujours me dire : non je ne vous veux pas comme médiatrice »). Ce constat (la rencontre d'altérité qui se produit avec le médiateur) amène à la remarque suivante : le médiateur familial pourrait avoir besoin de faire un travail personnel. Que fait-on du transfert, du contre transfert ? Quelle forme prend-il en médiation familiale ? Une médiatrice présente fait l'hypothèse qu'il se joue sur la place du médiateur (entre deux).

Des présupposés différents peuvent fonder le travail de médiation : en réglant un litige, on crée du lien ; en remettant du lien et de la relation entre les personnes, on participe à la régulation des effets du conflit.

### **Y a t il une culture des médiateurs familiaux ?**

Le référentiel et la structuration de la profession nous renseignent sur la culture du médiateur familial. C'est une profession qui doit travailler à faire reconnaître et se développer la médiation familiale (promotion prévue dans le référentiel).

La philosophie, l'ethnologie, l'anthropologie sont absents des programmes officiels... Une médiatrice de la SNCF s'interroge : elle compare la culture des cheminots à celle des médiateurs ; l'entraide qui était un trait de la culture des cheminots se perd !

La culture des médiateurs familiaux pourrait être celle de l'utopie (liberté) et du militantisme. Ces valeurs se perdraient mais demeurerait la volonté de faire vivre les valeurs citoyennes (en faire l'expérience, les trouver, les créer)

Aujourd'hui est-on dans le « chacun pour soi avec en commun les valeurs d'autodétermination et de compétence des personnes (plus petit dénominateur commun) » ?



## Qu'en est-il de la culture APMF ?

Nous n'avons pas cherché dans l'histoire de l'APMF de quelle teneur est la culture de l'association. Et par ailleurs, nous faisons l'hypothèse que nous aurions perdu notre objet commun.

Que nous reste-il de la culture initiale ? Qu'y a-t-il de nouveau ?

Quel est le rapport entre le nouveau et les fondations (l'objet pour lequel a été fondé APMF) ?

Le groupe repère quelques pistes de réflexion :

1- Des « traits de culture » : ce qui demeure :

- « la Baston » propose une adhérente de la première heure (« l'APMF a toujours été très conflictuelle : pleurs, cris, claquements de porte, démissions éclatantes... » dit une fondatrice). La Baston, de festive a pu devenir violente.

- « L'exigence » (une nouvelle venue remarque : « l'APMF continue de s'arroger le droit de définir des critères de qualité de la profession ». Il y a des « gardiens du temple ») (un administrateur souligne : « Le collège a été créé là où il y avait un manque ; il représentait un groupe d'appartenance des praticiens au moment où il n'y avait pas de diplôme. Aujourd'hui, l'APMF a atteint son but et le collège existe toujours »).

2- Ce qui a changé :

- La part du militantisme. Beaucoup de médiateurs familiaux adhérents attendent de l'APMF des services, une affiliation, sans œuvrer dans l'association.

3- L'objet commun :

L'objet commun aurait été la structuration d'une profession (promotion de la médiation familiale, formation, déontologie, diplôme). Nous aurions eu besoin de nous relier, de nous unifier pour faire reconnaître la profession de médiateur familial, pour gagner en identité.

Notre objet commun étant atteint, que nous reste-t-il ?

Nous sommes passés du militantisme au professionnalisme.

Le processus d'institution a été basé sur l'économique ; nous pourrions dire que c'est aussi un trait de culture.

4- Qui sommes-nous ? D'où venons-nous ?

Les médiateurs familiaux sont en majorité des femmes ; au conseil d'administration, il y a de moins en moins d'hommes. Au départ, dans la période militante, il y avait davantage d'hommes et de personnes divorcées (condition paternelle, l'APME était une association de parents séparés...)



Quelle est l'origine professionnelle de nos adhérents médiateurs familiaux ? Toutes origines professionnelles avec une majorité de travailleurs sociaux (les assistants sociaux en crise se sont engouffrés dans la profession), les juristes n'ont pas toujours été les bienvenus.

#### 5- Comment accueillons-nous les nouveaux venus ?

Les pairs semblent adouber les nouveaux venus. Une jeune médiatrice familiale présente lors du séminaire relate comment elle a dû refreiner son enthousiasme et ses projets, devant la résistance des « anciens ».

L'APMF fonctionnerait sur un mode égalitaire, mais avec des élites plus égales que les autres.

Une autre contradiction rendrait l'accueil difficile : « comment fait-on quand on est égaux et que le gâteau à partager est très limité ? » ; les « nouveaux venus ont peu de place » ; les organismes de formation forment nombre de médiateurs familiaux qui ne trouveront pas de place (la formation s'est ouverte à de jeunes personnes dont c'est le premier métier).

#### 6- Comment s'effectue la transmission ?

La dimension de la tradition ayant disparu, le devoir de mémoire s'effectue difficilement.

Un travail sur l'histoire de l'association n'a pas été réalisé. Sur le site, l'historique de l'association a dû être réécrite (car elle avait été transformée). Les générations nouvelles sont à la fois plus libres par rapport à la tradition et/ou maintenues dans la tradition de façon rigide (peur de se perdre).

Une « élite » posséderait encore la culture et la tradition et serait dans un devoir de mémoire.

Plusieurs personnes du groupe de réflexion s'inquiètent de la disqualification de la parole, de l'empêchement de la parole au sein de l'APMF.

#### 7- Où se situeraient les différences entre des groupes agissant au sein de l'association ?

Nous serions passés de ce qui nous lie à ce qui nous différencie.

Aujourd'hui les « traits caricaturaux » des groupes les distribueraient en deux sensibilités : « les intellectuels et les commerciaux » Les deux tendances seraient vécues actuellement comme incompatibles et peu gratifiantes.

Un participant livre l'image d'une « greffe qui n'aurait pas pris », d'un organisme qui rejette la greffe. L'urgence économique prendrait le pas sur la réflexion.

L'APMF est cependant perçue par une adhérente (qui se dit peu engagée dans l'association) comme une association qui réfléchit et produit (les revues, le livret...).

Une autre personne présente questionne : pourquoi opposer l'économie et la réflexion ? Chacun a sa place dans l'association.



Est-il supportable de rester au carrefour (les médiateurs familiaux se sont souvent définis ainsi) ?

La culture d'origine n'est-elle pas celle du modèle anglo-saxon, importé par les pionniers du Canada ? Certains n'ont-ils pas remis en cause ce modèle (qui porte une autre culture sur le sol Français) ? Souvenons-nous : les anglo-saxons ont gardé le roi, les français l'ont décapité.

« Dans le milieu de la médiation, nous n'aimons pas éjecter l'un des nôtres. Nous tentons de concilier les contraires : est-ce toujours possible ? »

Une adhérente apporte l'hypothèse d'une culture et d'une contre-culture, la « contre-culture ne pourrait pas exister ».

8- Qu'avons-nous perdu en atteignant notre but (objet) commun ?

Nous avons demandé l'institutionnalisation ; elle nous a été accordée et nous ne pouvons pas « cracher dans la soupe ». Il y a un prix à payer...

Nous nous sommes étonnés de voir se réduire notre espace de liberté y compris ce qui fait la richesse de notre art : la liberté donnée aux personnes.

9- Le dynamisme de la profession :

Les participants au séminaire relèvent nombre de signes d'un « appauvrissement de la profession » (les sujets de mémoire des médiateurs familiaux en formation ne sont pas libres. Médiateurs familiaux d'expérience et médiateurs en formation sont censés ne pas trop s'éloigner du « moule » sur le chemin du diplôme par voie de la VAE ou de la formation).

Il y aurait peut-être une culture de la négociation (négociation raisonnée) qui aurait quelque peu réduit le champ de la médiation familiale ; une survalorisation des techniques, de l'outil, aurait également participé de cet appauvrissement conceptuel.

Le groupe perçoit deux courants : un qui tenterait de s'affranchir du social ; un autre qui accepterait de faire de la prévention (protéger les enfants) et qui entrerait dans une commande sociale.

L'un partirait d'une commande et élaborerait un mécanisme d'intervention avant que le sujet ait posé sa question ; l'autre partirait de la question du sujet.

10- Des rapports différents à la « norme » ?

L'autorité parentale conjointe a glissé vers la coparentalité (notion portée par le mouvement de la condition paternelle avant 1990 ; énoncée par le mouvement de la condition paternelle au colloque de Québec 1999) qui devient une nouvelle norme sociale. Il conviendrait de « toujours être à deux », et d'atténuer les singularités (paternelles, maternelles), la norme ne donnant pas « la possibilité de se présenter comme on veut se présenter » et tendant à faire « du même ».



Certains médiateurs familiaux voient dans les personnes qu'ils reçoivent des « parents » à accompagner dans un exercice de coparentalité (après le couple conjugal, survit le couple parental : cette citation aujourd'hui abandonnée a fait flores dans les écrits des médiateurs familiaux). « Le père a perdu sa toute-puissance ; la mère a gagné en toute-puissance : la co-parentalité vient là rétablir un certain équilibre »

Certains médiateurs aménagent des « parenthèses pédagogiques dans leurs pratiques : ils informent les parents que les psychiatres disent que les parents doivent se parler ».

D'autres pensent différemment : Ils reçoivent des sujets différenciés, sans les enfermer a priori dans une fonction maternelle ou paternelle, sans fixer au préalable l'objectif de la médiation de « rester parents ensemble » ou de « protéger l'intérêt de l'enfant », laissant alors la liberté aux personnes d'occuper l'espace de médiation librement, autrement qu'à travers leur fonction sociale imposée. S'ils choisissent de réfléchir sur leur « être » père ou mère, les rôles alors peuvent être différenciés « je suis le père d'..... et non le parent, et j'ai besoin de la mère pour être père » ; et encore « un enfant peut se construire sans que ses parents soient en relation, à partir du moment où il est autorisé et libre dans sa relation à l'un et à l'autre, et que chaque parent accepte la différence de l'autre et lui laisse sa place, de la place ». Il y a un père, il y a une mère : deux singularités.

Est-il possible de concilier ces idéologies très éloignées (deux sujets, un père/une mère ou 2 parents) ?

#### 11- Du sentiment d'appartenance

Les personnes qui ne sont pas au CA prennent la parole :

- « J'ai adhéré à l'APMF et c'est un choix par défaut ; il n'y a qu'une seule association. Il est donc logique d'y être adhérente... »
- « Danièle Ganancia fait partie de la famille »
- « J'ai été militante et l'APMF me permettait de retrouver des pairs car j'étais isolée. J'ai ressenti le problème de la distance avec le national »
- « J'étais éloignée... L'APMF c'était : recevoir les revues, aller au colloque, accompagner la profession naissante. Je me suis rapprochée et j'imagine qu'il y a différents courants et beaucoup de frustrations. Il faut faire avec la culture de l'APMF... il n'y a qu'une association, alors on ne peut pas comparer. Cette association est utile, elle a fait preuve d'énergie »
- « Je ne me sentais pas dans un groupe, la région n'ayant pas d'existence, ne développant pas de travail collectif. Je n'ai aucune visibilité de ce qu'est l'APMF... Il y a des blancs dans ma compréhension »
- « Je pense que l'APMF a un problème d'accueil des nouveaux venus (il fallait que je grandisse, que je montre ce que je savais faire) »



- « Mon adhésion initiale m'a permis de me faire une identité de médiatrice, de m'étayer ; l'APMF était à cette époque vivante et joyeuse. Il reste la baston sans joie ; on travaillait beaucoup au collège mais je n'avais pas le sentiment que c'était pris en compte. Je n'ai plus besoin de l'APMF aujourd'hui et je ne vois plus l'intérêt d'être au collège »

- « On nous a fait une bonne pub pour adhérer. Je suis allergique au collectif et en adhérent, je fais un acte militant. J'en attends beaucoup : un soutien à la réflexion, des positions politiques défendues efficacement »

- « le baston, c'est pour moi l'art de couper les cheveux en quatre, de palabrer pour n'arriver à aucune prise de décision. Je trouve que la féminisation excessive est un problème et l'APMF me semble glisser dans le contrôle social ».

- Un administrateur de longue date remarque : le Baston est un écho à la médiation : on se bagarre, on mange ensemble, on rit)... Actuellement, on se bagarre et on ne mange plus ensemble et on ne rit plus du tout ! ».

- « Je pense à une pépinière avec beaucoup de graines et peu de plantes qui adviennent à leur terme. Il y a une résistance interne et externe ; les productions sont le fait de groupes minoritaires. Il y a des alliances. Ce qui me semble compter pour le groupe majoritaire, c'est de se centrer sur les institutions. Il y aurait comme une sur-focalisation sur l'institutionnel.

On tirerait notre compétence de l'institution.

12- Quel mode d'organisation donnons-nous à voir ?

Un fonctionnement autocratique (métaphore de l'après Varenne : il y aurait une peur énorme que certains fassent du mal sur un plan institutionnel).

Des personnes hors CA ont plus de pouvoir que les élus.

Dans son mode d'organisation, une association de Médiateurs familiaux peut-elle s'affranchir des valeurs qu'elle défend ? (promotion du sujet, de la liberté, de l'égalité des places, de la fraternité ou de l'altérité...)

13- Quel type d'organisation proposons-nous ?

Une association de type collégiale.

Chacun est responsable d'une commission sans demander la clé du pouvoir.

Il est nécessaire de ne plus faire l'économie du débat.

Jusqu'en 95, les adhérents étaient confondus avec le CA, le nombre d'adhérents a beaucoup augmenté. Cela nécessite une autre organisation qui ne peut plus se baser sur la seule confiance ; nous n'avons pas pris en compte l'augmentation du nombre d'adhérents.

Les « personnes d'autorité » sont toujours là, elles adoubent les nouveaux et en sont reconnues comme personnes référentes. Ces derniers (les nouveaux venus), n'ont pas leur parole propre et ne peuvent pas apporter une parole neuve...



Il y a également une grande confusion dans la mesure où certaines personnes ressources sont à la fois agissantes à la fédération des services de médiation (organisme employeurs) et à l'APMF (qui représente davantage les praticiens). Des mandats se reproduisent tacitement.

Ne faut-il pas clarifier ces fonctionnements qui apportent de la confusion et du conflit ?

« Les Eminences grises » continueraient à agir, et il serait difficile pour les nouveaux venus de s'en libérer.

Nous notons également que la différence de points de vue est très mal vécue : il faudrait être d'accord sur tout. Ne faudrait-il pas aujourd'hui créer et accepter le débat ? Reconnaître différents courants car l'Unicité appauvrit l'association et les « idées différentes apporteraient de l'intelligence au sein de l'association ».

Comment fait-on pour protéger la diversité et pour l'encourager ? Quelles règles pouvons-nous poser ?

La revue « L'enfant et la médiation familiale » a permis l'exposé de points de vue différents ; nous faisons l'hypothèse que cela fut possible dans la mesure où étaient exposées des différences techniques. Aujourd'hui le débat de fond doit être mené sur la médiation.

Devons-nous nous intéresser aux interdits : de quelle nature sont-ils, au sein de l'APMF et de la profession ?

Une adhérente remarque : « quand l'interdit est sur des peurs (peur de perdre sa place ?), les seules qui ont droit d'écrire, de dire, sont les personnes d'autorité. »

Le groupe voit une question commune à tous les médiateurs familiaux : la question de la place (gagner sa place, perdre sa place, perdre la place d'autorité, trouver sa place, garder sa place... La lutte des places (prestation de service) se jouerait entre les médiateurs.

Comme dans une famille, il est utile de remonter l'histoire pour trouver sa place.

Ce pourrait être l'une des « problématiques en commun des médiateurs » : celle de la place (entre-deux).

Lorsque l'objectif est d'instituer et quand l'institutionnalisation est réalisée, une association peut prévoir sa disparition (exemple des cigales ; dans ces clubs d'investissement, le temps de portage de l'entreprise est fixé à cinq ans).

Pourquoi l'un des groupes garderait-il l'APMF (« c'est ceux qui souffrent qui partent les premiers ? ») N'est-il pas urgent de penser la crise et de repenser la démocratie au sein de l'APMF ? Faut-il laisser un expert régler nos problèmes ou nous atteler nous-mêmes à les régler (avec un médiateur légitimé par tous ?)



Nous notons deux points de vue au sein du CA : une organisation nouvelle serait de nature à changer le corps associatif et *créer du commun* ; le travail sur soi du corps associatif (médiation, travail sur l'histoire, éclairage, conflit interne) déboucherait sur une autre organisation, une autre forme associative (ces deux points de vue correspondent aussi à des conceptions différentes de la médiation). Quelle relation entre forme et fond ?

Pourquoi la crise d'aujourd'hui conduit-elle à penser la séparation ? Cette crise arrive avec les 20 ans, au moment où les différentes générations de médiateurs familiaux se rencontrent.

L'APMF a tendance à se focaliser « sur l'institutionnel, quand on pourrait attendre que le regard se porte sur la clinique ».

Par ailleurs « on joue les adhérents contre le Conseil d'Administration ». « l'APMF se nourrit-elle de la base ou la base se nourrit-elle de la tête (témoignage de Geneviève Manuelian dans la revue « Dans la cité APMF » ; remarque d'une administratrice lors du CA du 12 septembre).

### **Quelle serait la forme d'organisation la mieux adaptée pour être en adéquation avec les valeurs de médiation ?**

Nous notons un paradoxe à l'APMF : les conflits ne sont pas médiatisés ; le tiers manque. Nous ne parvenons plus à avoir un discours collectif et notre mode d'organisation contredit l'idée même que nous nous faisons de la médiation.

Aujourd'hui, au conseil d'administration, nous avons dépassé le conflit ; nous sommes dans la violence. Car il n'y a plus de parole libre, de mots pour dire ; « confiance ne peut plus être faite à la parole ».

Il nous apparaît urgent de « libérer la parole », de « donner la parole ».

Le mode actuel d'organisation est très hiérarchisé ; il s'agit d'un pouvoir vertical.

Nous pourrions penser au pouvoir partagé et horizontal : une association de type collégial par exemple.

Le pouvoir semble à certains administrateurs présents surtout exercé de l'extérieur de l'association (représentants dans les instances étatiques ou à la CNAF...). Des personnes qualifiées ou ressources sont perçues comme très agissantes et dans la capacité d'orienter de façon déterminante la profession, sans avoir de mandat.

Le principe pourrait être de la confiance accordée à la personne sans mandat, sans fonction représentative... Mais alors, quel sens peut avoir l'élection de représentants ? Faute de textes clairs, de mandat précis, de pensée politique, nous sommes dans l'obligation de faire confiance aux personnes. Et par ailleurs, depuis les dernières élections, toutes les prises de position écrites (lettres au ROM, à Danièle Ganancia, courrier sur la directive Européenne), ne vont pas jusqu'à leur terme.

Les propositions d'actions de certains administrateurs restent sans écho.



Aujourd'hui, les caisses d'allocations familiales sont dans le pouvoir d'organiser la médiation familiale en France ; elles financent les services. Or nous constatons que les caisses départementales ont restitué des subsides à la caisse nationale quand les petits services de médiation ferment faute de moyens suffisants pour fonctionner. Par ailleurs, la caisse nationale d'allocations familiales crée un comité qui comporte en majorité des institutionnels et des personnes ressources pour traiter de la formation sans que l'APMF (qui représente une majorité de praticiens) puisse avoir du poids dans ce qui pourrait être considéré comme un « conseil consultatif bis ». Ne serait ce pas là l'une des fonctions de l'APMF, représentative des praticiens, de penser la formation ? « Dans ce mouvement de la médiation, il y avait l'idée de déconstruire, de repenser le social, et nous sommes en train de renormer selon ce que souhaite la caisse d'allocation familiale » note un participant.

Deux orientations historiques ont par ailleurs marqué l'organisation et la dynamique de la profession : l'organisation de la formation par la DGAS/IRTS (pourquoi la profession n'est-elle pas allée vers l'université et la création de master ? (une orientation de ce type aurait mis en travail le concept de médiation) et le choix d'une professionnalisation de la seule médiation familiale (ce qui nous vaut actuellement un déferlement du monde juridique dans le champ de la médiation : annuaire national de la fédération des centres de médiation des barreaux ).

### ***Quelles ouvertures pourrions-nous proposer à l'issue de ces journées ?***

Redonner la parole aux adhérents pour redéfinir l'objet de l'association.

Organiser le débat sur la médiation.

Penser une organisation collégiale ; la crise ; les différents courants.

Qualifier, définir les places et leurs attributions.

Dissoudre APMF et la refonder ?



# La Politique et l'APMF

*Bernard CORTOT*  
*Médiateur*

Qu'est ce qu'une politique ?

*Si l'on en croit la version moderne, la politique serait ce qui est relatif à l'organisation du pouvoir dans l'état, à son exercice. Dans sa déclinaison « sociale », on fait ici référence à l'ensemble des pratiques, faits, institutions et déterminations du gouvernement, d'un état ou d'une société...la manière d'exercer l'autorité...d'agir. Le faire pour résumer (Larousse encyclopédique universel tome 12).*

Dans la version historique on évoque plutôt la philosophie politique : « celle qui enseigne aux hommes à se conduire avec prudence, soit à la tête d'un état, soit à la tête d'une famille »... On évoquera ARISTOTE (encyclopédie ou dictionnaire raisonné des sciences des arts et des métiers DIDEROT et D'ALEMBERT). Commencer par penser... Certes aujourd'hui les lumières se sont un peu éteintes.

Quel sens donne-t-on aujourd'hui à politique ?

Depuis sa création, l'APMF s'est donnée mission de promouvoir bien plus l'idée de médiation qu'un modèle d'intervention légitimé par une praxis déterminée.

Exit la dimension du pouvoir sur l'autre, que ce pouvoir découle de l'acte posé, comme dans l'intervention sociale traditionnelle, ou d'un supposé savoir sur l'autre : "je ne sais pas ce qui est bon pour vous", bien plus philosophie renvoyant à un autre rapport entre les êtres qu'organisation perçue (vendue ?) d'emblée comme pertinente. Une vision somme toute assez proche de celle défendue par J.F SIX même si ce dernier la légitime à partir d'une position pastorale !

La médiation familiale, dans sa logique philosophique, peut elle se conjuguer avec la dimension du diplôme ? (d'Etat ou autre). Un diplôme norme l'action, définit un objectif, écarte le « mal pensant »... La médiation dite de qualité est, au niveau du sens premier, un premier renoncement.

Nous avons collectivement revendiqué un diplôme ! Ne nous leurrions pas en imaginant que ce dernier est le fruit du lobbying des pionniers... L'Etat a, en l'occurrence, fait de la politique en encadrant l'espérance de liberté...



Nous avons applaudi à la création du conseil national consultatif dont la majorité de ses membres découvraient alors pour l'occasion la médiation familiale (aveu de Monique SASSIER à l'occasion d'une homérique AG de l'APMF). Qu'importe le flacon, nous avons l'ivresse... La production de cette instance introuvable à pu devenir la bible de la bonne médiation d'aujourd'hui... Cruel second renoncement !

Les travaux dudit Conseil auraient pu faire l'objet d'un retour à l'université... Circulez, la pensée s'arrête à la porte de la DGAS (l'Etat a fait de la bonne politique) chargée d'élaborer les référentiels du métier qui est venu prendre la place de la fonction, sans que le glissement de sens ne nous offusque... Mea culpa... Certes des praticiens ont participé à cette élaboration mais dans une liberté bien encadrée : pas question de toucher aux travaux du Conseil national consultatif ni à l'architecture imposée. Nous avons cru élaborer quelque chose... Nous avons surtout servi d'alibi à la création d'un diplôme qui pour faire bonne mesure est d'Etat comme pour bien marquer, si besoin, où se situe et qui détermine l'objet !

Nous pensions avoir le temps devant nous jusqu'à ce que la DGAS nous signale qu'un nouveau diplôme c'était au minimum deux domaines de compétence. Ce n'était pas notre préoccupation du moment, sauf que Dominique PERBEN, alors garde des sceaux, devait annoncer à la conférence de la famille, la création (enterrement ?) dudit diplôme. Il ne restait plus alors que le recours à la paire de ciseaux pour trouver ces fameux deux Domaines de Compétence... Troisième renoncement.

Et maintenant que faire puisqu'on s'est interdit de penser ?

La double convocation nous montre ce qu'est « une bonne politique de récupération/instrumentalisation » Bien joué la chancellerie ! Une double convocation comme son nom l'indique c'est convoquer deux fois !

#### 1 La double convocation et le sens premier de la Médiation Familiale

C'est un contresens au regard de nos principes qui s'appuient sur la liberté du sujet. A moins de réinventer les fondements de la médiation familiale, je ne vois pas comment on peut y souscrire.

On se gargariserait du slogan vendu un peu partout (sans garantie d'application) : "la veille éthique" et on irait perdre son âme pour quelques sous de la chancellerie ? Il faudrait tout de même être parfois en accord avec ce que l'on prétend être.

Il suffit de lire tous les rapports qui se succèdent depuis peu, l'objectif, la logique de la double convocation c'est de réduire par tous les moyens le contentieux familial qui encombre les tribunaux.

J'entends dire qu'on ne pourrait pas toujours refuser de travailler avec la chancellerie mais, diable, il faudrait à minima expliquer pourquoi il faudrait travailler avec ! La Médiation Familiale n'a jamais trouvé sa légitimité dans ce travail avec d'autres que les sujets eux-mêmes.

#### 2 - La double convocation et sa logique



Nous sommes en présence d'une instrumentalisation/récupération de la médiation familiale. On est bien ici dans « l'aide au magistrat » et non dans l'accompagnement de l'usager.

Un glissement identique à celui qui a conduit hier, certains thérapeutes, à imaginer le principe de « l'aide sous contrainte » un total contresens, légitimé surtout par l'apparition d'une multitude de psychothérapeutes familiaux qui ne trouvaient pas matière à exercer et qui se sont engouffrés dans une pseudo théorie qui s'origine du contrôle social. S'il ne s'agissait que d'échapper à une possible double contrainte (que je ne vois pas) comme le suggère Christine De GAULLEJAC ce n'est sûrement pas en choisissant un sens au message mais par la méta !...La double contrainte hélas on en est plus là...

Moi, je n'ai pas l'intention d'endormir à partir d'un discours lissé et doux s'appuyant sur le « non mais après tout, si l'info arrive par la chancellerie ce serait déjà ça »... Car justement, ce ne serait plus ça...

Il faut une bonne dose de naïveté pour avancer l'idée qu'une prétendue petite avancée c'est une avancée alors qu'on est déjà ici dans le pire.

La double convocation c'est du contrôle social.

Et les possibles médiés (quel détestable néologisme) résistent à rencontrer le médiateur pourtant diplômé !

3 -La double convocation et le non-dit

Il faudrait « cacher » le fait qu'ici et là, la demande ne fait pas florès, et que tout compte fait, il faut bien vivre de quelque chose.

Certaines associations assurent déjà plus des 2/3 de leur activité à partir du judiciaire ou à partir d'un implicite judiciaire :

- Où est la liberté du sujet quand ce dernier, « bénéficiant » d'une mesure d'AEMO, se voit proposer une médiation familiale à l'externe ou à l'interne ?
- Quid de ces CHRS qui imposent aux familles de rencontrer le médiateur lorsqu'elles sont admises ?
- Quid de ces « visites médiatisées » qui par la grâce des statistiques deviennent des médiations ?

La recherche éperdue d'une activité qui n'arrive pas à démarrer ne justifie sûrement pas les expériences, prétendues novatrices, qui vont à l'encontre de l'éthique mais collent par contre au commercial.

Veille éthique vous avez dit ?

Et le possible médié ne marche pas.

4 -La double convocation et le temps de travail

Je m'écarterai ici de l'analyse de Bénédicte DEFOSSEZ.

Bien sûr que, dans la logique de la double convocation, un praticien « pourrait » faire quatre entretiens par jour, puisqu'il n'aurait pas à faire tout le reste.

On mélange tout en vendant les 4 h ½.



Il y a une bonne dizaine d'années, l'APMF avait fait un calcul dont il ressortait qu'un entretien c'était 3 h ½, aujourd'hui on ne pourrait en faire que 3 tous les deux jours... Et encore, l'épuisement nous guetterait !

On se situe toujours dans une logique où le praticien doit tout assurer : la clinique et ce qui l'entoure, la promotion de son activité, la recherche de financements etc .

MAIS POURQUOI ?

Dans quelle activité le salarié doit-il tout assumer ? Bien au contraire, il lui est souvent interdit de faire sa pub, tout juste a-t-il le droit de faire paraître un article annonçant qu'il s'installe ! Cette restriction a au moins le mérite d'échapper à la dérive que dénonce Claire DENIS : celle de la confusion entre information et commercial !

Pourquoi le praticien doit-il assumer sa promo ? Parce qu'un DC le précise ? (celui que vous donnez lorsqu'il s'agit, tout compte fait, de donner quelque chose. voulez donner quelque chose). Il n'est pas sans intérêt de revenir à la genèse de l'apparition de ce DC décrite plus haut.

C'est un sacré tour de passe-passe que de partir de 35 h et de diviser par le nombre d'entretiens réalisé actuellement, pour arriver au temps nécessaire à un entretien. Encore un effort et, ici et là, on devrait bien pouvoir arriver à une séance par jour. Un tripatouillage mathématique qui permet de légitimer la « médiation familiale de qualité ».

Et le futur médié de résister toujours.

5 - La double convocation et les financements

La chancellerie « trouverait » d'hypothétiques fonds ?

Lorsqu'on s'intéresse à la manière dont elle attribue ceux de la Prestation de Service il y a lieu d'être inquiet !

Bien que signataire de la convention nationale, cette dernière se décline par cette même chancellerie de manière singulière dans plusieurs départements et ne respecte déjà pas les ETP ! Ce n'est pas un secret puisque nombre de CAF s'en plaignent. Les modalités d'attribution sont de l'ordre du secret !

Et le médié tient bon ; il ne vient même pas sonner à la porte du praticien pourtant « diplômé d'état ! »

6 - La double convocation et la PS

Prétendre que les financements publics ne sauraient répondre en totalité à la demande de MF (sic), et se marier avec la chancellerie, c'est tout de même une sacrée avancée, en arrière !

Prétendre que la médiation familiale ne saurait se réduire à la PS c'est un peu facile lorsqu'on en bénéficie...

Prétendre qu'il est possible de créer aujourd'hui une structure d'exercice exclusif de la MF en s'affranchissant de la PS, c'est se situer dans un monde irréel ou n'attendre de la MF qu'un petit complément à un train de vie assuré ailleurs !

Mais le médié résiste... Et si, tout compte fait, on l'obligeait, dans l'intérêt des enfants ? Enfin, juste un peu, veille éthique oblige.



## 7 - La double convocation et le travail indépendant

Mais où a-t-on été trouver l'introuvable praticien indépendant qui vivrait aujourd'hui de sa clinique ? Surement pas chez nous où alors nommons-le...

Le médiateur, prétendu indépendant, assure une grosse partie de ses revenus par la formation, une autre partie par l'analyse de la pratique et le solde par un peu de clinique. Il ne tient pas à voir d'autres collègues le rejoindre sur le champ de la formation et décline un discours pseudo conceptuel qui tend à nous faire accepter l'idée qu'un bon analyseur de pratique est forcément un pionnier de la MF... A force de se prendre les pieds dans le tapis on finit par perdre la logique de ce qu'est une médiation. Vivre de la seule MF en qualité d'indépendant c'est forcément tenir permanence au FOUQUET'S et aussi renvoyer la chancellerie à ses si peu chères études, car les permanences gratuites au TGI, très peu pour nous.

Et même dans cette hypothèse, tenir permanence au FOUQUET'S n'est pas à entendre « y tenir table ouverte ». Il faudra se contenter de manger en face, au Mac Do, et renoncer une bonne fois pour toutes au 4x4 de nos rêves ! Triste tropique.

La véritable info

Parler avec des slogans pour en revenir à la compétence des familles, ce n'est pas de l'information, c'est surtout du bruit qui empêche de penser.

La véritable info ne consiste pas à vendre un emballage, c'est pouvoir expliquer sur quoi on légitime notre intervention, c'est s'atteler ENFIN à débattre du concept pour pouvoir ENFIN présenter un produit qui s'origine sur autre chose que la bonne intention. Ce n'est pas la voie choisie cette année par l'APMF.

Vouloir plaire à tous (les) prix et répondre en bon petit soldat discipliné le petit doigt sur la couture du pantalon n'a jamais constitué une politique de liberté c'est même exactement le contraire.

Alors, finissons-en avec la médiation de qualité, la veille éthique, le gagnant/gagnant... Des slogans vides de sens qui ne sont signifiants que dans la tête de ceux qui les énoncent.

Mes propos choquent ? Mais c'est bien mon intention...

Je m'autorise le devoir de déplaire et de suivre une autre route qu'eux !



# APMF

**Annie BAILLY BUBOIS**

*Médiatrice familiale*

Je n'ai de l'APMF qu'une expérience très limitée. Sollicitée pour participer, par écrit, à la réflexion engagée lors du dernier séminaire de Montbard, je me limiterai à ces quelques points :

- La médiation familiale est une pratique encore très récente ; bien peu de gens parviennent à vivre du métier de médiateur familial. A l'évidence, il faut poursuivre le travail de promotion de cette profession. Or, on pense naturellement à l'APMF pour poursuivre cette tâche. Le nombre d'adhérents, qui a nettement augmenté, est le signe que beaucoup de médiateurs font confiance à l'APMF et qu'ils ont sans doute le sentiment qu'il faut être nombreux pour soutenir cette jeune profession.

Les difficultés à venir ne vont, en effet, pas manquer : le droit de la famille va continuer à évoluer et le champ des pratiques va continuer à se modifier. Tout cela crée et créera d'inévitables tensions entre la nécessité d'être ferme à l'égard des principes éthiques qui fondent la démarche de médiation familiale, la nécessité de fixer des normes et de garantir, à un moment donné, la qualité des pratiques et la non moins nécessaire souplesse, indispensable pour accueillir et s'adapter aux changements.

*Qu'il y ait des orientations différentes et différents courants de pensée me semble plutôt un signe de vitalité. Encore faut-il que ces courants de pensée soient clairement identifiés et qu'ils puissent dialoguer entre eux. Or, l'APMF, bien qu'association de praticiens formés à aider au dialogue, n'est pas mieux placée qu'une autre pour faciliter le dialogue interne. Il semble que l'APMF ait entamé une réflexion en ce sens : le thème de la dernière assemblée générale et l'idée d'organisation collégiale en témoignent. Toutes ces réflexions sont à poursuivre, pourquoi pas dans une commission qui pourrait s'intituler : médiation et démocratie ?*



*Il me semble, entre autres choses, important que les médiateurs réfléchissent à l'organisation du pouvoir dans leurs institutions. Si la médiation se dit au service des valeurs citoyennes, si on peut la considérer comme un « accélérateur de démocratie », elle se doit de mettre en place des types d'organisation en cohérence avec ces valeurs.*



## Après Montbard ...

*Claire DENIS*  
*Médiatrice familiale*

Je vous proposerai de tirer quelques fils de réflexion dans l'après Montbard.

A Montbard, nous nous sommes intéressés à la Culture (de la médiation, du médiateur, de l'APMF) et nous avons pensé que les écrits d'Hannah ARENDT pourraient nous éclairer.

Hannah ARENDT, dans « la crise de la culture » souligne le dévoiement de la culture. Ce dévoiement ne résulte pas de la « massification de la culture », car même quand la culture était réservée à une élite sociale, le rapport entre société et culture était utilitariste :

« Le philistin méprisa d'abord les objets culturels comme inutiles, jusqu'à ce que le philistin cultivé s'en saisisse comme d'une monnaie avec laquelle il acheta une position supérieure dans la société, ou acquit un niveau supérieur dans sa propre estime. »

La « massification de la culture » n'est pas un mécanisme différent mais l'extension de ce mécanisme à toute la société : « La culture de masse apparaît quand la société de masse se saisit des objets culturels. » Cette massification de la consommation des objets culturels suppose le renouvellement régulier des objets à consommer, ce qui réduit progressivement toutes les œuvres d'art à des objets de consommation :

« Le résultat est non pas, bien sûr, une culture de masse qui, à proprement parler, n'existe pas, mais un loisir de masse, qui se nourrit des objets culturels du monde. »

Hannah ARENDT éclaire ce que devrait être un rapport plus approprié à la culture. Elle étudie pour cela le lien entre art et politique : « L'élément commun à l'art et la politique est que tous deux sont des phénomènes du monde public. » Elle précise cette conception en s'appuyant sur le « jugement du goût ». Le goût est la faculté politique qui crée la culture :

« La culture et la politique s'entr'appartiennent alors, parce que ce n'est pas le savoir ou la vérité qui est en jeu, mais plutôt le jugement et la décision, l'échange judicieux



d'opinions portant sur la sphère de la vie publique et le monde commun, et la décision sur la sorte d'action à y entreprendre, ainsi que la façon de voir le monde à l'avenir, et les choses qui doivent y apparaître. »

Autrement dit, être cultivé suppose de s'intéresser à l'art, ni comme à un objet de consommation ni comme à un objet de savoir, mais d'une manière politique en étant :

« quelqu'un qui sait choisir ses compagnons parmi les hommes, les choses, les pensées, dans le présent comme dans le passé »

Qu'en est-il du lien avec la médiation ?

Peut-on penser la médiation, non comme un seul objet de consommation ou de vente, non comme un seul objet de savoir mais comme une façon politique de penser l'action dans le monde commun ?

Cela supposerait de ne pas s'en tenir au slogan, à la « formule toute faite », à la « surface miroitante des choses », de ne pas faire de la médiation un objet de consommation et de commerce mais de concourir à lui donner de l'épaisseur, à ré-interroger son sens et son action dans la société.

S'agit-il de re-fondation ? S'agit-il de nouvelle inscription de la médiation dans l'espace social et politique, inscription comme espace intermédiaire et potentiel ?

Cela se fera-t-il par un passage de l'oral à l'écriture, par un réveil de notre capacité à rendre communicable notre expérience de « l'amour actif du dialogue » ?

C'est ma propre conviction, hier comme aujourd'hui : il s'agit de témoigner, de penser, d'écrire la clinique et de la situer, lui donner place dans l'espace social et politique.

Quand aujourd'hui la « médiation passe en force » (mouvement du Gemme, de la fédération des Centres de médiation des Avocats, travaux de la commission Magendie ...), je vois comme seule possibilité de faire entendre une autre voie (voix) : le travail sur le fond et non sur la seule forme.

Si la médiation familiale ne veut pas devenir « la poubelle d'autres professions » (plutôt que de se mettre en travail, certaines professions choisissent la médiation comme alternative ou comme outil ou comme tremplin), si elle ne veut pas rester ce mot valise qui finit par ne plus avoir de sens, il lui faut prendre la parole, trouver les mots pour dire, trouver, créer sa place (et non prendre la place qui lui est donnée par d'autres).

Certes, les médiateurs familiaux ont obtenu la professionnalisation et la possibilité de financement par la prestation de service. Ils ont le sentiment, aujourd'hui, qu'il faut en payer le prix et accepter des transactions là où il n'y a pas à transiger. Ils sont, en



particulier, tenus de donner des résultats mesurables à la justice, à la caisse d'allocation familiale... Sont-ils tenus d'accepter aujourd'hui que la médiation s'organise sans eux ? Sont-ils tenus de rester muets sur la scène politique ? Sont-ils sommés d'adhérer à la « culture de l'évaluation par le chiffre » qui induit des perversions ( nous en avons un exemple actuel très éclairant avec la police) ?

Je dirai non, et je perçois que certains médiateurs de terrain s'y emploient (dans les comités départementaux en particulier et dans les relations avec les magistrats). Par exemple, il a une autre évaluation possible du travail que nous réalisons que l'évaluation par le chiffre, il y a une autre valeur à donner à la médiation que la simple négociation. Il y a aussi une clarification possible des limites et les contre-indications à la médiation, une recherche envisageable pour nommer la teneur du travail entre conciliation, négociation, arbitrage, psychothérapie, guidance, coaching, conseil conjugal, médiation, médiation et médiation familiale.

*Je proposerai de continuer à cultiver la médiation familiale, comme on cultive son jardin...*



# Altérité

*Anne-Laure PETIT-JEAN*

*Médiatrice familiale*

Le séminaire de Montbard nous a donné l'occasion de nous arrêter un temps pour réfléchir à la question de la culture de la médiation et, pour moi, plus particulièrement, à celle de la médiation familiale.

La visibilité d'une culture me semble étroitement liée à ses termes langagiers et à leur utilisation.

Les médiateurs familiaux se sont peu à peu entourés d'éléments de vocabulaire tentant de dessiner les contours de leur activité, voire de leur spécificité : lien, dialogue, écoute, cadre, conflit, accord, parentalité, besoin, liberté, respect, égalité, impartialité, non-jugement, éthique, déontologie, espace, temps, etc.

Au fil du temps, certaines de ces notions ont été malmenées. Qu'il s'agisse d'un glissement sémantique ou d'une totale perte de sens, ce constat amène à placer au centre du débat la question des mots, de ce qu'ils véhiculent et de leur contribution ou pas à la compréhension et la reconnaissance de la médiation familiale.

Comment expliquer ce qu'est la médiation familiale, ce qu'il s'y passe, ce que l'on y fait ? Comment traduire avec des mots le mouvement, les tensions, l'amour et la haine qui s'y vivent ?

L'idéal serait d'expliquer tout ceci au travers de l'observation et de l'analyse directe de notre pratique : donner accès à nos séances pour réellement, au travers de l'expérience et du ressenti, appréhender ce que peut être la médiation. Mais cela semble irréalisable.

Il faut donc tenter de faire confiance aux mots et surtout de se remettre à travailler sur les mots.

Parmi eux, l'un m'intrigue plus que les autres : c'est « altérité ».



Mais se pose à moi un véritable souci : après un premier abord agréable et une jolie sonorité, le fait de s'intéresser à lui, rend, par sa complexité, quelque peu perplexe...

Dans le dictionnaire, on trouve à altérité : « **état, qualité de ce qui est autre, distinct** »

Pourquoi lier cette notion à celle de médiation ? Parce qu'il semblerait que « ce qui est autre » est bien présent au sein de la médiation et ce pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, on pourrait risquer l'idée que l'altérité est intrinsèquement présente dans la médiation : son déroulement et sa proposition offrent une autre vision du lien, de la relation et du conflit.

De plus, le travail de médiation est indissolublement lié à la présence, certes du médiateur, mais aussi de l'Autre.

C'est bien la proposition qui est faite en médiation : en présence d'autrui, définir ce qui est de soi/de l'autre, des différences/du *partagé*. L'exprimer, le faire entendre, comprendre et respecter, distinguer les désirs et les places de chacun : créer du distinct.

Cette question d'altérité aurait donc à voir avec celle d'identité : pour définir ce qui est de l'ordre de la différence, il faut définir les éléments constitutifs de sa singularité. La médiation serait ainsi le lieu de la consolidation et du soutien tant des différences que du commun de chacun des sujets accueillis et mis en mouvement. Elle ouvrirait un espace mutuel de réflexion sans pour autant nier les distinctions.

Cette notion d'altérité permettrait d'illustrer l'accueil qui peut être fait en médiation de l'être humain dans toute sa complexité, avec ses paradoxes, ses blessures et ses émotions. C'est ce que LEVINAS a nommé le « visage », qui est expression, discours, parole et demande. Le face à face avec ce visage provoque une expérience et une responsabilité liée à cette expérience avec l'Autre, tant du professionnel que de chacune des personnes actrices.

L'altérité ouvre donc au rapport à soi et au monde, à la question de l'existence et de la mort, de la destruction et de la création... Elle semblerait alors avoir toute sa place en médiation familiale.

Ceci est donc une invitation à la mise en réflexion de cette notion complexe mais riche, pouvant peut-être porter et relayer ce qui se passe de si singulier dans, et entre, nos séances.



# C'est encore de la culture!

*Marie ROUSSEAU*

*Médiatrice familiale*

A la lecture des différentes contributions des adhérents de l'APMF, nous avons été sensibles à l'usage fréquent du mot culture associé à celui de médiation. Nous avons estimé pertinent de le choisir comme "Médiateur" de notre réflexion...

La culture est un de ces riches concepts qui nous poussent à élargir notre point de vue, à nous intéresser aux anthropologues et sociologues, aux artistes et créateurs, aux jardiniers et grainetiers... S'immerger dans le mot, en percevoir les récurrences selon le contexte, les permanences, l'absence... et pour certains cela sera considéré comme une perte de temps, une espèce d'activité "pervers" consistant à couper les cheveux en quatre à opter pour un point de vue théorique jugé peu utile voir contradictoire à la pratique...

Et pourtant, combien nous médiateurs, devrions nous être attentifs aux mots, à leur subtilité, à ce qu'ils disent et ce qu'ils taisent, les mots dans l'air du temps!...

Le mot culture est dans l'air du temps. Ne parle t-on pas de culture d'entreprise? Qu'entend t-on par là? Est-ce un artefact destiné à donner un sentiment d'appartenance collective à fabriquer un lien (un assujetissement)?

Et le mot lien aussi nous intéresse!...

La culture de médiation ne préoccupe pas seulement les adhérents de l'APMF! Les discours institutionnels témoignent d'un authentique souci de promouvoir une "culture de médiation".

Quelle est donc cette culture qui se promeut! Promotion sur la médiation ou promotion de la médiation? Ou promotion de la culture? Et de quelle culture s'agit-il? La culture du "monde judiciaire"? Du "secteur social"?

*" Dans son rapport annuel pour 2008, le Médiateur de la République avait exprimé le souhait que soit confortée la médiation familiale judiciaire, afin d' "apaiser les conflits familiaux et (de) favoriser une coparentalité responsable".*



*La commission sur la répartition des contentieux a pour sa part fait observer, dans son rapport déjà cité que la montée en puissance de médiation familiale “ne pourra résulter que d’une démarche volontariste, passant notamment par la mise en place de mécanismes incitatifs” rappelant au passage “ combien la diffusion de la culture de la médiation [est] nécessaire au développement des voies amiables de résolution des conflits”. Or, pour être effective, cette culture “ doit être partagée par l’ensemble des acteurs du monde judiciaire, magistrats, avocats et personnels de greffe”.<sup>1</sup>*

Pourquoi devons nous conserver une vigilance vis à vis de la tentation de la culture de médiation? A lire les textes visant à promouvoir une culture de médiation nous pouvons mesurer combien ce qui est en perspective ressemble fort à de la négociation!

Il ne s'agit naturellement pas de nier l'intérêt qu'il y aurait à résoudre un certain nombre de conflits en évitant leur judiciarisation. Ce qui nous semble en question c'est la confusion, l'équivoque entre les deux pratiques qui est préjudiciable à la médiation... Pour JL Curnier la négociation “ est un théâtre de l'absence et du retrait de soi, où chacun n'existe qu'à la condition de disparaître jusqu'à se confondre avec son centre d'intérêt. Un théâtre où ce qui de soi s'exprime ne peut l'être que de façon subordonnée à l'objet de la négociation. Seule la négociation comme forme demeure. En toutes occasions, la convergence raisonnée des intérêts, quitte à ce que ces derniers soient parfaitement artificiels comme cela arrive parfois, apparaît comme une garantie de sécurité et avant tout comme un rempart contre l'irrationnalité des passions!”<sup>2</sup>

En médiation familiale, c'est bien avec l'irrationnalité des passions! Que nous travaillons, faute de quoi nous serions tentés de privilégier le but au détriment des personnes ou même la commande institutionnelle au dépend des attentes des sujets de s'arroger le pouvoir de penser le “bon pour eux”

Certes ce propos ne présente guère d'originalité et confine à la rengaine, je ne pensais d'ailleurs pas m'attarder sur le thème avant de lire ces derniers textes officiels, tel le rapport Leonetti. J'allais réfléchir sur la notion de place en médiation et je m'aperçois que c'est la place de la médiation dans notre société qui est en débat!

Il n'est pas question d'opposer théoriciens et praticiens, “commerciaux” et “intellos” et de vérifier qui aurait la parole la plus valide!

Je crois que je suis lasse de ces faux débats, de ces vrais coups bas...

Il me semble aujourd'hui important de se centrer sur les visées de la médiation: Les discours, comptes rendus divers en témoignent, il faut favoriser le lien, les liens,

---

<sup>1</sup> INT/R/T DE L'ENFANT, AUTORIT/ PARENTALE ET DROITS DES TIERS PR/SENT/ Par M. Jean LEONETTI, député

<sup>2</sup> JP CURNIER, Histoire d'un désespéré spectral, revue Autrement: tout négociateur, 1996



permettre de nouer des relations différentes... Notre société est malade de ses liens...

Et, ce qui est le plus souvent associé à la médiation, c'est la notion d'accord, parfois même de conformité à un comportement légitimement attendu de tout bon citoyen... Peut-on raisonnablement imaginer que faire une médiation en se centrant sur le résultat, en obtempérant aux injonctions institutionnelles, quitte à ce que la médiation (pas uniquement familiale) se substitue à d'autres types d'actions (comme l'éducation par exemple) peut-on imaginer disais-je, que cette culture de médiation modifiée puisse créer du lien social en faisant fi de la parole des sujets? (voir des sujets eux même?)

Penser aujourd'hui la médiation sous forme de culture me semble relever de la culture OGM et les faucheurs volontaires ne sont pas légions... D'ailleurs ont-il raison les faucheurs volontaires? S'agit-il une fois encore de trancher: qui a raison? En médiation ce n'est pas la question essentielle, ce qui occupe chacun c'est la recherche de compréhension de la situation, la possibilité du pas de côté, pas de deux valse à trois temps...

Rassurons nous, il nous faudra encore de nombreux séminaires, de riches débats lors des colloques à venir pour qu'advienne sinon une culture au moins une tradition de médiation.

“Cent fois sur le métier nous remettrons l'ouvrage”, questionnant et confrontant pratiques et théories, idées et idéologies, intérêts et besoins...et désirs...

Et la politique dans tout cela?



# Articulation entre Point Rencontre<sup>3</sup> et Médiation : L'intérêt d'une Co-Médiation.

*Chantal MAGNANT*

*Psychologue clinicienne*

*Coordinatrice du Point Rencontre de POITIERS*

## **1) La séparation.**

Lorsque qu'un couple rencontre des conflits, la séparation est présentée comme **la solution**. Mais pour séparer il faut détacher, défaire un lien, parfois il faut tirer, décoller, arracher, déchirer, parfois il faut trancher, couper. Dans un couple, nous établissons une relation d'échange, de connivence ou une relation de soutien, de protection, parfois d'emprise ou encore une relation passionnelle ou fusionnelle. La séparation dépend de la nature du lien.

Il est très difficile de décrire la nature du lien de son couple. Le plus souvent, chacun vit dans un couple « normal, avec des hauts et des bas. » Mais nous pouvons donner deux images extrêmes :

\* **Définition du couple en physique :** « un couple est constitué de deux vecteurs de même force, de direction opposée appuyés sur un axe » c'est le principe du pédalier. Selon ce premier modèle, un couple est constitué de deux sujets qui peuvent se reconnaître comme différents et complémentaires. S'il y a séparation, les deux sujets restent entiers.

\* **Michel TOURNIER dans les Météores** décrit le couple « parfait » formé par deux jumeaux, identiques, tête bêche formant un emboîtement parfait de forme ovoïde. Selon ce deuxième modèle, les deux sujets sont collés et protégés par une peau commune, une coquille. Dans ce cas la séparation ne peut qu'être très doulou-

---

<sup>3</sup> Je travaille dans « Point Rencontre » adhérent à la Fédération des Espaces Rencontre.



reuse, c'est une perte, une amputation d'une partie de soi. Elle met en jeu le processus vital, d'où les effondrements dépressifs, les hospitalisations, les tentatives de suicides ou suicides, parfois c'est le meurtre passionnel.

J.P. CAILLAUX et G. DECHEF parlent de situations paradoxales. Dans ces couples « vivre ensemble nous tue, nous séparer est mortel. » La séparation est non seulement difficile, elle est impossible. La violence du conflit conjugal nous sidère, nous laisse sans voix, mais cette violence témoigne de la souffrance.

## **II<sup>o</sup>) - Les Espaces Rencontre et la médiation sont deux lieux pour aider les parents dans ces moments de séparation.**

Nous pouvons dire que Point Rencontre et médiation ont des fonctions de contenance (contenir les affects mais aussi les passages à l'acte). Ils aident à penser et à accepter la séparation. Ils sont un soutien à la fonction parentale. Ils reconnaissent et délimitent la place du père, de la mère et celle de l'enfant. Ils permettent qu'une parole circule et que les parents puissent se sentir responsables de leurs dires et reconnus dans leur parole.

Néanmoins, la fonction du Point Rencontre consiste à inscrire l'enfant dans une double filiation et permet la rencontre de l'enfant avec le parent avec lequel il ne vit pas. Les parents peuvent ne pas se rencontrer. L'enfant est présent physiquement ; en médiation, il est, le plus souvent, évoqué dans le langage.

Le Point Rencontre est plus souvent requis quand la séparation est très douloureuse et conflictuelle, quand la séparation menace l'intégrité psychique de l'un ou des deux parents, quand la haine ne vise que la destruction de l'autre. La médiation nécessite à minima que les personnes acceptent de se rencontrer, que l'un ou l'autre se reconnaissent comme un interlocuteur potentiel.

Au Point Rencontre, les parents doivent se soumettre à la loi dite par le Juge. En médiation, il s'agit d'organiser des rencontres entre des adultes qui vont définir leur cadre avec le médiateur. La médiation nécessite que la place de l'autre soit reconnue.

## **III<sup>o</sup>) - Articulation entre Point Rencontre et Médiation**

Ma motivation pour présenter cette réflexion s'étaye sur deux constats d'échec :

III<sup>o</sup> 1- D'une part, comment préparer l'après Point Rencontre ? Souvent, nous observons des accueils qui se passent de manière très satisfaisante, la rencontre entre l'enfant et son parent sont adaptées et détendues, l'enfant est conduit régulièrement, sans conflit. Mais toute idée d'élargissement (enquête sociale, rencontre devant le Juge) fait de nouveau surgir les conflits.



III<sup>o</sup> 2- D'autre part, au Point Rencontre où je travaille, toutes les médiations ont échoué. Les situations sont même encore plus tendues, comme si cela avait été un combat de plus, avec un gagnant et un perdant. Nous entendons « la médiatrice est formidable, elle lui a dit... » ou encore « la médiatrice est très gentille, j'ai pu dire tout ce que j'avais à dire. »

Autrement dit, la médiation n'est jamais perçue comme un espace d'écoute et de compréhension de l'autre. C'est comme si le plus important était de s'être fait une alliée.

Il me paraissait important de réfléchir aux raisons de ces échecs et de ne pas se contenter de critiquer les compétences du médiateur ou de mettre en cause les parents

## **IV<sup>o</sup> Analyse des échecs .**

**IV- 1- La fragilité des parents.** Une raison d'échec est liée directement aux difficultés de ces parents qui ne peuvent concevoir l'altérité. Il est facile de condamner ces parents. On entend « ils ne pensent pas à leurs enfants » ou « ils ont instrumentalisé la médiatrice » mais la question est de savoir s'ils peuvent faire autrement. Nous sommes confrontés à une course contre le temps. D'un côté, nous savons qu'il faut du temps pour que le conflit s'apaise, mais de l'autre, il est difficile pour des enfants de vivre avec des parents en conflits. Lorsque qu'il s'agit de laisser une plus grande place à l'autre, de nombreuses difficultés resurgissent.

Le temps s'efface, c'est comme si aucune évolution n'avait eu lieu, comme si aucune modification ne pouvait advenir.

La charge émotionnelle est intense. Les dires sont souvent irrationnels, excessifs. Ils renvoient à des éléments de la réalité mais aussi à des fantasmes ou bien sont l'expression d'une attitude défensive. Des propos haineux sont proférés, ainsi que l'expression d'une « violence fondamentale » au sens de BERGERET. Nous sommes pris dans une logique d'exclusion « c'est Moi ou Lui, si vous lui donnez raison, vous êtes contre moi. »

Le manque de confiance en soi s'entend au travers d'une exigence de perfection et d'un désir de toute-puissance avec une projection sur l'autre de tous les torts ou du sentiment que l'autre ne peut être que dangereux. Il se traduit également, par une recherche constante d'approbation, de reconnaissance et de soutien. Il faut se valoriser aux dépens de l'autre, donc ils n'entendent que ce qui est dit à l'autre.

Le désir d'être tout et unique pour un enfant « réparateur ». Le parent se valorise comme seul capable de prendre soin de son enfant « qui est tout pour lui » c'est-à-



dire vital. L'enfant a pour mission de colmater la souffrance de la séparation. Il devient une partie de soi, il ne peut être partagé et s'en séparer est mortel. Le père, s'il n'est pas un pseudopode de la mère, est dangereux.

A la fin du Point Rencontre, un père est régulièrement critiqué par la mère car il n'a pas donné à son fils de 8 mois la compote souhaitée par la mère. Il a donné une compote pomme-banane alors que la mère avait prévu qu'il ait une compote pomme-fraise.

L'absence de différence entre penser et agir. Le conflit est toujours mis en acte sans aucune analyse et comme si les raisons du conflit étaient rationnelles alors que parfois, l'un ou l'autre sont agis par des histoires familiales qui se répètent de génération en génération, sans être pensées, mentalisées. Nous avons souvent découvert l'influence des grands-parents dans ces situations extrêmes avec une soumission très importante d'un des deux parents à ses beaux-parents. L'exemple le plus marquant est un père qui après la naissance de son fils, a accepté un procès pour que son enfant porte le nom de la mère. Nous pouvons dire qu'après avoir accepté que son nom soit gommé, il a été « dégommé. »

Mais outre les difficultés liées à la fragilité des familles, nous observons des échecs liés au cadre même de la médiation que nous repérons au travers des dires de l'un et de l'autre. Nous pouvons souligner :

#### **IV° 2- Le cadre de la médiation.**

Le temps de la médiation n'est pas différencié du temps du Point Rencontre. A l'ouverture du Point Rencontre, l'association n'avait pas de service de médiation., Les Juges continuent à confier les médiations à une autre association. La plupart du temps, les Juges, dans leur ordonnance, conseillent aux parents de faire une médiation et dans l'attente fixent les rencontres au Point Rencontre. L'échec de la médiation s'explique par le fait qu'elle est proposée presque en même temps que l'accueil au Point Rencontre, sans travail préalable suffisant, lorsque le conflit est encore trop intense et que les parents ne peuvent se parler sans se détruire. Il s'ensuit d'autres difficultés.

Le déni des acquis lors du passage dans l'Espace Rencontre et la répétition des conflits. Si la médiation est acceptée, voire demandée par des parents, l'idée de reconnaître une plus grande place à l'autre est difficile, parfois impossible. Entre le « bien sûr, les enfants ont besoin d'un père » et laisser une place au père, il y a une distance conflictuelle. Que ce soit devant le Juge, ou devant l'enquêteur social ou le médiateur, tout se passe comme s'il n'y avait pas eu de changement : les mêmes angoisses resurgissent, les mêmes griefs sont évoqués. Après deux ans d'accueil au Point Rencontre, des parents commencent une médiation. Cela nous paraissait une bonne indication, mais devant la médiatrice, les fantasmes de rapt sont évoqués



exactement comme au début. Le père se montre très découragé de voir ces accusations ressurgir alors qu'il pensait avoir fait ses preuves.

Une décision idéalisée. Des parents sont parfois dépassés par leurs réactions affectives qu'ils condamnent. Lors d'une médiation, ils peuvent décider d'un protocole qui ne tient pas compte de leurs difficultés psychologiques dont ils ont plus ou moins honte.

Ainsi, de jeunes parents, intelligents ont décidé, ont convenu, lors d'une médiation, d'un protocole d'échange des enfants qui nous est apparu, étant donné leur vécu et ce qui se passait au Point Rencontre, totalement au-dessus de leurs capacités. Par la suite, nous avons appris que ce protocole n'a pu être maintenu et très rapidement, les conflits et les procédures devant le Juge se sont multipliés.

## **V) Les solutions.**

Il m'apparaît important de réfléchir à une articulation spéciale entre Point Rencontre et médiation. Mon souhait est de susciter une réflexion en faisant quelques suggestions qui tiennent compte des difficultés soulignées. La question est comment adapter le cadre de la médiation à ces situations.

**V° 1- Susciter l'esprit de médiation durant le temps de l'accueil au Point Rencontre.** Avant la médiation, un travail de préparation est nécessaire. Souvent les intervenants du Point Rencontre réalisent des actes de négociation sur des points limités (modification d'horaire, de jour.) Par la suite, il serait intéressant d'amener ces parents à réaliser des actes de médiation partielle. Ils pourraient se rencontrer avec le médiateur pour se mettre d'accord sur des petits problèmes concernant l'intérêt de l'enfant, comme les dates de vacances, une modification du cadre, la présence des parents à un conseil de classe, un suivi médical. Il faudrait se saisir des demandes qui nous sont faites.

Médiation partielle et co-médiation. En fin de Point Rencontre l'idée d'une médiation partielle, concernant uniquement les dispositions pour les enfants, me paraît nécessaire. Mais tout accord nécessite d'ouvrir à l'altérité, à la différence perçue comme complémentaire et non comme une menace. Il serait donc nécessaire de réaliser un travail psychologique qui permettrait de prendre en compte la réalité de l'autre et d'établir un accord pour les enfants dans un esprit de médiation. Dans ces conditions, la co-médiation apparaît nécessaire et peut permettre les points suivants.

**V° 2- L'expérience de la différence.** Les co-médiateurs doivent témoigner de leurs différences et de leur complémenté. La différence peut être différence de sexe ou d'âge mais je pencherais également pour une différence de formation, par exemple un médiateur et un psychologue, dont la mission serait de contenir les réactions af-



fectives, leur donner un sens, reconnaître les difficultés comme communes aux deux parents, sans les condamner. Le médiateur susciterait des accords concrets.

Dans certaines situations, le couple médiateur et un intervenant du Point Rencontre serait souhaitable, pour répondre aux difficultés soulignées ci-dessus : la répétition du conflit ou la solution idéalisée. L'intérêt de cet accompagnement est de faire que les acquis lors de l'accueil au Point Rencontre soient reconnus. L'intervenant aurait avant tout un rôle d'accompagnement, de réassurance et ferait le lien, le médiateur ferait des propositions.

L'important est de signifier clairement dans le couple intervenant/Médiateur une différence qui est complémentaire, « toi tu sais cela, toi tu as l'habitude, tu connais mieux, cela est plus ton travail. » Souligner que l'un seul ne peut pas tout.

**V° 2- Un soutien alternatif.** Ce qui fait échec dans les médiations avec ces situations c'est qu'ils ne cherchent qu'une seule chose : l'approbation du médiateur. Pour contourner cette difficulté, il faudrait que le père et la mère se sentent toujours soutenus, soit par l'intervenant soit par le médiateur, ceux-ci ayant soin d'alterner continuellement leur alliance en soulignant comment le point de vue de l'un est intéressant et comment le point de vue de l'autre est également à prendre en considération. L'important est de vivre le fait que l'on peut s'intéresser au point de vue de l'un sans dénigrer l'autre.

**V° 3- Une double écoute au service d'un double objectif :** Susciter l'idée qu'il est souhaitable de s'entendre pour leur enfant, mais aussi que pour s'entendre il faut prendre en compte le point de vue de l'autre. Deux professionnels différents vont entendre à des niveaux différents ce qui permet à la fois aux sujets de penser et de percevoir que leurs dires ne renvoient pas forcément à une réalité mais sont également colorés par leurs affects, motivés par leur histoire, par leur inconscient. Par exemple, si un père a des propos très agressifs, l'intervenant ou le psychologue peut les entendre comme l'expression d'une défense contre une grande souffrance, alors que l'autre médiateur peut souligner que ces propos, tels qu'ils sont formulés ne peuvent pas apaiser le conflit. Nous pouvons citer un autre exemple : un jeune couple, après 7 ans de vie commune, s'est brutalement séparé dès la découverte de la grossesse. Le père vient au Point Rencontre pour voir son bébé de quelques mois. Parallèlement, ils ont recours à une médiation pour réfléchir aux modalités de l'après Point Rencontre. Pour éviter la violence, ils décident de s'échanger le bébé par-dessus la barrière. Cette solution a été entendue comme possible et réalisable. Pour les intervenants du Point Rencontre cette solution nous est apparue comme une mise en acte du fantasme « d'un couple anti-famille » et de l'enfant « cause de séparation. » Pour nous, c'était une manière de signifier à leur enfant « tu as érigé une barrière entre nous, maintenant saute par-dessus. » Cette solution a effectivement



échoué et les procédures se sont multipliées (Procureur, Juge des Enfants, expertise...)

La co-médiation entre un psychologue et un médiateur aurait permis à ces parents de réaliser que cette solution tenait compte de leurs difficultés mais exprimait aussi quelque chose de leur inconscient.

**V° 3- Le jeu de rôle.** En ayant recours au jeu de rôle, le couple de médiateurs peut mettre en scène le conflit des parents et leur permettre ainsi une certaine prise de conscience d'eux-mêmes et du point de vue de l'autre. Un jour, au Point Rencontre, face à un père qui était alcoolisé et assez violent, j'ai joué un enfant qui avait peur.

Il s'est arrêté disant « je ne vous fais pas peur. » Cette mise en scène en jouant la réaction possible ou supposée de l'autre permet de se déprendre de la situation, de ne pas rester dans la sidération, et permet au parent de percevoir ce qu'il induit.

En raison de la fragilité narcissique de ces parents, toute critique est vécue comme une condamnation. Si une mère propose au père de rencontrer son enfant tous les samedis de 10h à 19h alors que le père habite à 500 Km, un des médiateur pourrait soutenir l'aspect positif de cette proposition et lui donner un sens « oui, ainsi le père serait régulièrement présent pour son enfant et vous, vous seriez rassurée car vous ne seriez pas longtemps séparée de lui. » L'autre co-médiateur pourrait souligner les aspects négatifs en faisant valoir le point de vue de l'autre. Il pourrait dire en s'adressant à son collègue : « oui, mais tu ne te rends pas compte des frais, du temps de voyage.... » Le soutien alternatif peut alors se mettre en place, le premier intervenant va inviter le père à donner son point de vue, le second va aider la mère à imaginer comment elle pourrait mieux vivre la séparation. Dans ce jeu, nous ne condamnons pas, nous ne sommes pas offusqués par une telle proposition, simplement, nous invitons à penser une nouvelle solution qui tienne compte de la réalité géographique.

## **VI° Conclusion.**

Dans cet écrit, mon projet est de souligner que le temps de la médiation et celui du Point Rencontre doivent être séparés et qu'entre le Point Rencontre et la médiation, il faudrait penser une articulation particulière. Les familles dont je parle sont engluées dans des souffrances, des angoisses catastrophiques des histoires transgénérationnelles dont il faut tenir compte. Il serait illusoire de penser que ces parents doivent faire une psychothérapie pour commencer une médiation. Pour cela il faut penser, imaginer, un dispositif comme une médiation partielle qui porterait uniquement sur les dispositions à prendre concernant les enfants. Dans ces situations, la co-médiation (éventuellement et de manière transitoire) entre un intervenant du Point Rencontre et un médiateur, permet de mieux contenir et à la fois de se déprendre de la massivité des affects soulevés, offrant aux parents de vivre une expérience qui ouvre à l'altérité de la castration nécessaire.



Une des questions serait de se demander s'il s'agit toujours d'une médiation. L'objectif de la médiation, de trouver un compromis qui tienne compte des intérêts de chacun est toujours l'objectif principal, mais en même temps, l'objectif est d'aider à prendre en compte la réalité de l'autre.

Dans ces situations difficiles et douloureuses, il est impossible de définir un protocole qui pourrait être appliqué de manière systématique. L'essentiel est de faire une analyse des difficultés spécifiques de la famille pour proposer une solution adaptée. Il est aussi important de savoir se déprendre de l'intensité émotionnelle, de se préserver un espace de pensée pour savoir rebondir, s'adapter.



# Médiation ou négociation ?

*Valérie LEGOASTER*

*Médiatrice familiale*

Il s'agit d'une médiation spontanée demandée par madame (Hélène). Ils viennent ensemble à l'entretien d'information, c'est moi qui les reçois.

Thierry m'explique d'emblée qu'Hélène l'a d'abord emmené à un rendez-vous avec un avocat qui proposait de la médiation. Il en est ressorti très en colère contre l'avocat qu'il a trouvé très partial et contre Hélène qu'il a soupçonné d'essayer de le manipuler. Du coup, il vient à cet entretien d'information très méfiant.

Hélène et Thierry vivent toujours sous le même toit mais vont divorcer. Ils sont mariés depuis 10 ans, ont deux enfants de 2 et 5 ans. Leur vie de couple est difficile depuis longtemps. Ils ont consulté un thérapeute de couple et fait plusieurs autres tentatives pour sauver leur couple, sans succès. Hélène a rencontré un homme avec lequel elle souhaite vivre, c'est pourquoi elle est à l'origine de la demande de divorce, mais elle explique bien que, de toute façon, ils se seraient séparés un jour.

A la fin de l'entretien d'information, Thierry accepte de venir une fois « pour essayer », à une séance de médiation familiale.

Lors de ce **premier entretien**, ils pointent leur difficulté à communiquer due à des fonctionnements et des besoins (cadre, rythme..) très différents. Ils réfléchissent sur leurs attentes vis-à-vis de l'autre et sur ce qu'ils peuvent changer eux-mêmes par rapport à ce qu'ils imaginent des attentes de l'autre. Cet exercice est très intéressant car il leur fait prendre conscience de l'impossibilité de changer l'autre, que le seul pouvoir dont ils disposent pour initier ce changement c'est sur eux-mêmes qu'ils l'ont. Du coup ils décident d'un protocole à respecter, qui tient compte des besoins de chacun, avant d'entamer toute discussion et ce, tant qu'ils vivent sous le même toit.

Nous listons ensuite les différentes possibilités concernant la résidence des enfants. Nous les listons toutes, même les plus farfelues et nous commençons à les explorer, à les imaginer le plus concrètement possible, l'une après l'autre. Ce travail leur permet de réaliser qu'il y a beaucoup de points auxquels ils n'ont pas encore réfléchi concernant cette réorganisation.



Cet entretien a été très animé. Hélène parle beaucoup, est très impatiente d'aboutir à des accords. Thierry a besoin de temps et le revendique. Ils s'emportent souvent l'un contre l'autre. Dans la dernière partie de l'entretien, ils deviennent plus calmes. Hélène semble rassurée que nous abordions un sujet concret et Thierry rassuré car il se sent moins « coincé » dans un scénario écrit par avance par Hélène puisque d'autres sont envisagés.

Lors du **deuxième rendez-vous** ils se disent tous les deux satisfaits de leur « protocole de communication ».

Hélène apporte de nouvelles informations par rapport à sa future installation avec son compagnon. Elle s'est renseignée notamment sur une école dans son nouveau lieu de vie.

Nous finissons d'explorer toutes les solutions.

Hélène met un peu de pression à Thierry en lui disant qu'elle a besoin de savoir vers quoi ils se dirigent pour rédiger sa requête. Je la tempère car je sens que quelque chose gêne Thierry et qu'il a du mal à l'exprimer. Il finit par dire qu'il sent que la solution 2 pourrait être la meilleure pour les enfants pour la première année mais qu'il veut absolument pouvoir en sortir s'il s'aperçoit qu'ils se sont trompés. Or en acceptant d'emblée cette solution, il redoute d'être enfermé dans un « état de fait » que le juge prolongera. Hélène propose que ce soit une année test et qu'ils en rediscutent l'an prochain, au besoin en médiation. Thierry hésite toujours. Je lui demande s'il voudrait rédiger lui-même le protocole, ainsi il pourrait formuler sa crainte de cet « état de fait » avec ses propres mots. Il accepte, semble très satisfait de cette proposition.

On commence un petit peu à parler de la maison, mais de façon très factuelle.

Cette séance était beaucoup plus calme que la précédente et ils le font remarquer eux-mêmes.

### **Troisième entretien :**

Thierry n'a pas eu le temps d'écrire le protocole. Je propose que nous le rédigeons ensemble. Ils acceptent. Je l'écris sur le paper board et nous convenons que je le mette au propre et que je leur envoie par mail pour qu'ils aient le temps de le relire.

Ensuite, ils veulent parler du budget des enfants. Ils n'ont aucune idée du budget des enfants mais Hélène pense pouvoir réunir le nécessaire pour la prochaine fois. Ils évoquent la mutuelle, la sécurité sociale, les impôts, les carnets de santé et le livret de famille.

Puis ils reparlent de la maison.

Ils sont mariés sous le régime de séparation de biens et ont acheté cette maison avec un contrat 50-50. Hélène dit que pour partager la maison, il va falloir négocier.



Je lui demande d'expliquer pourquoi elle souhaite passer en « négociation ». Elle explique que la médiation est idéale pour ce qui concerne les enfants mais certainement pas pour les questions d'argent. Là il faut de la négociation, d'ailleurs ils savent très bien négocier tous les deux puisqu'ils le font dans leur travail, explique-t-elle. Thierry accepte. Ils entament alors une discussion houleuse où chacun revendique ses apports dans la maison, qu'ils soient financiers, manuels, investissement personnel en temps, etc... Je les laisse faire un moment sans intervenir puis je les interromps pour leur refléter que lorsque qu'ils étaient en médiation, les choses se passaient beaucoup plus calmement qu'en négociation. Hélène est interloquée par cette différence dans leur comportement et demande pourquoi ne pas repasser en médiation. Thierry lui rappelle que c'est elle qui a souhaité négocier!

Je leur propose de penser le partage de la maison par rapport à l'avenir (comme ils l'ont fait pour les enfants) et non pas uniquement par rapport au passé. Ils ont déjà évoqué que Thierry souhaitait pouvoir garder la maison, ils s'accordent sur le fait que ce serait bien pour les enfants de garder ce repère. Hélène dit qu'elle est prête à faire un effort pour que Thierry ne se retrouve pas ruiné et obligé de vendre, du moment qu'elle n'est pas complètement lésée.

La fin de séance est détendue, ils repartent souriants et font de l'humour.

Il y a eu d'autres séances de médiation familiale. Hélène et Thierry ont abouti à un protocole d'accord qu'ils ont signé chez un avocat commun. Hélène m'a téléphoné en sortant de chez l'avocat pour me faire part de sa satisfaction d'être parvenue à trouver des accords sur tout (« même si ce fut parfois houleux »).

Si je devais donner un titre à ce récit ce serait : médiation ou négociation ?



## « D'où l'importance du cadre... »

**Valérie LEGOASTER**

*Médiatrice familiale*

Marc et Catherine ont une quarantaine d'années. Ils sont séparés depuis 18 mois mais pas encore divorcés, la procédure est longue.

La médiation est ordonnée.

Ils ont été chacun reçus en entretiens individuels par une autre médiatrice. Lors du premier entretien, très vite Catherine me signale qu'ils ont fait, l'an dernier, huit séances de médiation familiale dans une autre association, qui « n'ont abouti à rien ». J'avais eu connaissance de cette information par la médiatrice qui les avait reçus en entretien d'information et j'attendais qu'ils en parlent eux-mêmes.

Je leur demande pourquoi ils reviennent en médiation et je sens à travers leurs réponses respectives qu'il s'agit surtout pour eux de ne pas contrarier le JAF. Je leur explique les règles de la médiation familiale en insistant sur la nécessité qu'ils aient chacun la volonté que quelque chose se passe, change. Ils se disent d'accord. Je leur propose alors de réfléchir aux points suivants :

- Pourquoi, à leur avis, les huit séances de médiation n'ont abouti à rien ?
- Qu'est-ce qui fait qu'aujourd'hui ils reviennent en pensant que cela peut aboutir ?
- Que faut-il aujourd'hui pour permettre que cette médiation aboutisse (au minimum à une meilleure communication, au mieux à des accords, ils sont en phase sur les objectifs.)

Ils passent alors presque toute la séance à réfléchir à ces questions et, en y apportant des réponses, à poser un cadre et à définir les sujets communs de discussion (qui sont très limités).

Ce qui leur fait penser qu'ils peuvent y arriver cette fois contrairement à l'an dernier, c'est, disent-ils, qu'ils ont pris conscience que « on ne peut pas avancer l'un sans l'autre » et que pour avancer l'un avec l'autre, cela nécessite de « retrouver un minimum de confiance l'un envers l'autre ». Le fait de limiter les sujets est une condition importante pour eux, leur besoin commun de cadre et de limites s'exprime très clairement.



Nous finissons la séance en parlant de leurs deux enfants, de 6 et 4 ans, qui ont besoin « que leurs parents s'entendent et les soutiennent dans leur envol ».

### **Deuxième séance :**

La séance démarre plutôt bien, ils réfléchissent à des changements de week-end, ils sont presque d'accord mais confirmeront la prochaine fois. Quand nous passons au sujet des activités extra-scolaires, la discussion dérape vite sur le mode de résidence que Marc voudrait modifier et le ton monte très vite. Catherine s'emporte et Marc prend sa sacoche pour partir. Je leur rappelle que le mode de résidence ne faisait pas partie de leurs sujets communs de discussion, contrairement aux activités extra-scolaires et qu'ils s'étaient engagés la dernière fois à en rester aux sujets listés. Marc se rassoit mais est très en colère. Je leur dis « la dernière fois, vous avez rapporté une phrase prononcée par votre fille, qui m'a beaucoup touchée, dites-moi si je me trompe, elle vous aurait dit : « vous avez tous les deux fait des bêtises, pourquoi est-ce que vous ne vous demandez pas pardon ? ». Ils confirment. Catherine pleure, Marc a les larmes aux yeux, du coup, je crains d'être allée un peu loin... Je leur propose de prendre chacun une feuille et de réfléchir aux questions suivantes :

- \* qu'est-ce que je voudrais que l'autre change pour que la situation s'améliore ?
- \* qu'est-ce que j'imagine que l'autre attend que je change pour que la situation s'améliore ?
- \* qu'est-ce que je peux apporter comme réponses aux points cités à la question 2 ?

Ils prennent un long moment pour répondre par écrit. Ce moment de silence est important, il leur permet de se calmer. Puis nous mutualisons les réponses au paper-board et nous faisons l'analyse de ce qui en ressort (points communs des attentes, déséquilibre entre mes attentes de changement de l'autre et mes possibilités de répondre à ses attentes...). Ce moment est important, je sens qu'ils prennent vraiment la mesure de cette attente très forte qu'ils ont de changer l'autre, plutôt que du désir de se changer eux-mêmes.

Mon intervention au sujet de leur fille a fait l'effet d'un électrochoc. J'ai craint qu'il ne soit négatif mais il a vraiment permis de les ouvrir à un travail de réflexion personnelle sur leur capacité individuelle à être acteurs de ce changement qu'ils réclament.

Lors de la troisième séance ils ont établi un planning de vacances très précis que nous avons formalisé par écrit et qu'ils ont signé. Ils étaient très fiers d'avoir réussi à se mettre d'accord sur les vacances d'été. Même si le chemin jusqu'à la confiance retrouvée est encore long, ce papier signé ensemble est, pour eux, le signe qu'un changement est possible.

Si je devais donner un titre à ce récit de médiation ce serait « d'où l'importance du cadre... »



# Médiation familiale et protection de l'enfance

*Béatrice MILLET*  
*Médiatrice familiale*

La loi du 5 mars 2007 relative à la protection de l'enfance a comme objectif ambitieux la prévention. Sur le plan organisationnel, le Conseil général est le pilote de la protection de l'enfance qui a pour but « de prévenir les difficultés auxquelles les parents peuvent être confrontés dans l'exercice de leurs responsabilités éducatives, d'accompagner les familles et d'assurer le cas échéant selon des modalités adaptées à leurs besoins une prise en charge partielle ou totale des mineurs. » Art L112.3 nouveau du code de l'action sociale et des familles.

Avant cette loi, des départements ont initié des politiques de prévention et expérimenté des dispositifs particuliers. C'est au regard de cette politique de prévention et du constat que les situations conflictuelles familiales sont un facteur de risque majeur de l'enfance en danger, que le Territoire de Belfort a créé un service de médiation familiale au sein de la direction départementale de l'enfance et de la famille.

Le champ de la prévention ouvre donc la possibilité d'approches diversifiées. Les actions de prévention sont opportunes dans des moments particuliers de mutation personnelle, de changements familiaux tels que la séparation, le divorce, moments d'incertitudes où tout peut basculer.

Accompagner les adultes dans un climat de confiance, d'apaisement, d'écoute et de confidentialité vers la recherche de solutions mutuellement satisfaisantes, rétablir ou établir une communication parentale minimum pour préserver l'avenir des enfants, telle est la mission de la médiation familiale.

D'autre part, quand le traitement par la cellule départementale d'informations préoccupantes montre combien le contentieux conjugal vient faire obstacle à la parentalité, faire appel à la médiation familiale se révèle pertinent.

La loi de mars 2007 vise à rendre les mesures administratives prioritaires aux mesures judiciaires, dès lors que les parents adhèrent aux propositions.



Aussi si le conflit parental génère le danger pour l'enfant, il est proposé aux parents d'accéder à la médiation familiale pour qu'ils réfléchissent ensemble aux décisions à prendre.

Cette question de la sollicitation d'un espace-temps de médiation familiale dans le cadre de la protection de l'enfance peut être saisie par le juge des enfants. Il n'ordonne pas de médiation familiale mais il peut proposer dans ses attendus une médiation familiale ou fixer comme objectif de cette mesure « d'assurer la mise en place de la médiation familiale pour laquelle chacun des parents a donné son accord. » (Jugement d'assistance éducative, tribunal pour enfants Belfort, avril 2008)  
La médiation est un mode d'accompagnement des parents et un outil de prévention qui vient compléter les dispositifs existants (AEMO, AED, Point-rencontre...)

Les juges aux affaires familiales, les avocats, les responsables de la protection de l'enfance prescrivent l'utilisation de la médiation familiale afin d'éviter une aggravation du conflit et un durcissement de la saisine du juge des enfants.

Le préalable à la mise en place de la médiation reste l'adhésion des personnes à ce processus.

En effet dans le champ de la protection de l'enfance comme dans tout contexte d'intervention (spontanée ou judiciaire), les intéressés s'engagent librement et directement dans la démarche de médiation qui consiste à soutenir les capacités des personnes impliquées à dialoguer, se questionner et à prendre des décisions communes.

Les règles déontologiques d'exercice de la médiation qui garantissent l'éthique sont identiques quelque soit le prescripteur.

Quand la médiation rencontre la protection de l'enfance, elle participe au respect des enfants et des familles, elle concourt à la loi de 2007 qui affirme que la famille est au cœur du projet.

La médiation parie sur l'humanité.

Face à des événements stressants de la vie comme la séparation ou le divorce, des sentiments d'amour et de haine, de jalousie, de rage, d'humiliation et de dépression émergent et persistent longtemps après.

La médiation favorise l'expression parlée des émotions. L'élaboration est alors possible par la parole. La mise en mots adressée à l'autre humanise et libère.

La médiation familiale comme un des axes départementaux de la politique de prévention c'est faire confiance à l'usager, c'est croire en ses potentialités.

La médiation familiale en protection de l'enfance c'est réaffirmer que les premiers experts en matière d'exercice de la parentalité ce sont les parents.



## Association Pour la Médiation Familiale

A.P.M.F. - 11 rue Beccaria, 75012 PARIS

Tel : 01.43.40.29.32 – Fax : 01.43.40.30.09

Email : [contact@apmf.fr](mailto:contact@apmf.fr) Web : [www.apmf.fr](http://www.apmf.fr)

### Objet :

Suite intervention Colloque « Entre Liberté Et Altérité : un conflit Apprivoisé »

o

### Lettre ouverte à Madame Danièle Ganancia, suite à la conférence lors du Colloque

Madame,

Le débat n'ayant pas eu lieu lors du colloque, l'APMF a souhaité réagir aux propos tenus lors de votre intervention à cette occasion.

Si nous avons apprécié l'intention du discours d'ouvrir un dialogue et débat entre juges et médiateurs, à propos du juge et du conflit, nous avons été interpellés sur plusieurs points :

- Confusion des places, qui parlait ? le juge ? le médiateur ? ou le pédagogue nous donnant des conseils techniques ?
- Confusion de la représentation de la médiation. De quoi parlait-on ? de négociation ? de médiation ? de guidance parentale ? de négociation internationale ?
- Et aussi quelques paradoxes : médiation / obligation : culture du résultat, protocole d'accord obligatoire, injonction de médiation.....

Il nous semble important de bien distinguer le domaine de la justice et le domaine de la médiation familiale, et de préserver de l'espace et des passerelles entre ces deux champs d'intervention. Cette différenciation permettra la reconnaissance et le respect des compétences de chacun et ainsi la possibilité d'un dialogue toujours renouvelé.



Dans cette époque où le contexte politico-économique met en risque la spécificité de la médiation familiale, il est de la responsabilité de l'APMF de veiller à préserver les fondamentaux de la médiation familiale

o

Veillez agréer, Madame, l'expression de nos respectueuses salutations.

La Présidente,

Audrey RINGOT

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'AR', with a large, stylized flourish extending from the bottom right.



## **Le juge et le conflit**

**Danièle GANANCIA**

Vice-Présidente au TGI de Paris

*Quelle est la raison d'être du juge ? C'est le conflit évidemment, puisque sa fonction c'est de trancher un litige.*

*Et pourtant, dans ce rôle, le juge est souvent réduit à l'impuissance, dans la matière familiale qui nous occupe. Car derrière le litige, partie émergée de l'iceberg, se cache le conflit, tissé, lui, dans les profondeurs d'une relation entre deux êtres, théâtre de l'irrationnel, de l'affectif, de l'émotionnel, voire du passionnel.*

*La décision du juge sera totalement vouée à l'échec, si on n'a pas d'abord traité le conflit là où il se situe, par un travail au niveau de la relation. De préférence dans un espace de dialogue, d'écoute, d'inter-compréhension, de respect mutuel, d'altérité, qui est... Devinez ?... La médiation bien sûr!*

*Si la médiation familiale a le vent en poupe c'est que depuis ces dernières années, vous l'avez remarqué, le conflit est devenu démodé. C'est la paix qui est maintenant très « tendance »... Ce n'est pas une simple impression respirée dans l'air du temps, c'est une disposition gravée dans le marbre de la loi. En matière familiale, le Code civil, clairement, a horreur du conflit. Le mouvement s'est amorcé il y a une trentaine d'années, avec la contractualisation du divorce en 1975, et il s'est accéléré récemment. Dans la loi de 2002 sur l'autorité parentale est de 2004 sur le divorce, c'est toute une floraison de textes qui poussent les personnes aux accords. Je ne les énumérerai pas car ce serait un inventaire à la Prévert, mais en bref, on a glissé du modèle d'une justice imposée à un modèle de justice négociée, que j'appellerais même auto- normée.*

*La loi, qui rêve d'une famille consensuelle, a clairement posé l'accord, dans l'ordonnancement des textes, comme mode de premier de résolution des conflits. Le rôle du juge devient subsidiaire, il intervient à défaut d'accord. Et il se doit d'homologuer les accords, sauf s'il les estime contraires aux intérêts des époux et de l'enfant, ce qui est rarissime.*

*Voilà pourquoi la médiation familiale a conquis cette place privilégiée dans le Code civil, que lui envient toutes les autres médiations, avec cette spécificité de l'injonction à l'information, qui elle-même sous-tend l'idée qu'il existe un devoir de chercher à s'entendre, que j'appelle un " devoir de dialogue" entre des personnes qui doivent maintenir des liens pacifiés entre elles.*



*Et ce n'est que justice... pourrais-je dire, car le dialogue est le point de départ et d'arrivée de toutes les solutions, c'est ce qui nous rend plus humains, plus civilisés, c'est le chemin obligé de la responsabilité et c'est aussi le chemin obligé de la paix. Et aujourd'hui la mission du juge elle est précisément là, merveilleusement résumée dans cette phrase du philosophe Paul Ricoeur : « la finalité courte de l'acte de juger, c'est de trancher un litige, sa finalité longue c'est de contribuer à la paix sociale ». Et dans notre matière, c'est la paix familiale.*

*Donc la meilleure façon pour le juge de remplir sa mission, c'est d'adresser les personnes en médiation, cet espace de parole et de compréhension du conflit qui ouvre le chemin de l'apaisement, sans lequel il n'y a pas de maillage ou de remaillage possible des liens familiaux.*

*Mais il y a un problème :*

*dans cette mission, le juge va retrouver le conflit :*

*-conflit avec les justiciables*

*-conflit avec lui-même*

*-conflit avec la médiation elle-même !*

*Pourquoi ?*

#### **-conflit avec les justiciables**

*qui n'ont pas du tout envie d'aller en médiation..., soit par besoin de poursuivre le conflit et pour certains cela peut même être une question de survie identitaire, tant les blessures sont fortes ,soit parce que le face-à-face avec l'autre, vécu comme "l'auteur de tous ses maux" est ressenti comme une violence, soit encore, parce que c'est tellement confortable de se décharger sur le juge! parce que lui seul, n'est-ce pas, sait ce qu'il faut faire, c'est la « vérité descendue du ciel »... Il faut toute la pédagogie du juge pour renvoyer les personnes à leur devoir de décision dans un domaine, leur enfant, qui relève de leur première et seule responsabilité.*

*Il doit replacer les parents dans une logique d'autonomie au lieu de les maintenir dans une logique de soumission au juge, infantilisante.*

#### **-mais c'est là que surgit le deuxième conflit, du juge avec lui-même**

*Le juge est formé pour décider pour les autres. C'est sa logique, c'est sa culture. Voilà l'origine du taux infinitésimal de médiation ordonnées, environ 1 % du contentieux familial, (même s'il y a eu une forte progression ces dernières années).*

*Le plus souvent, la tendance à la toute-puissance du juge l'emporte sur le constat d'impuissance qu'il devrait faire sur sa capacité à régler correctement les conflits familiaux. Le retour fréquent des contentieux lui montre pourtant qu'aucune décision, aussi bonne soit-elle, ne peut ramener la paix entre les personnes, ni surtout leur apprendre à dialoguer ,à se respecter et à construire elles-mêmes leurs solutions.*

*Quand le juge entre ainsi en conflit avec sa propre culture, et même avec la loi qui l'incite à recourir à la médiation, il faut l'aider. Il faut créer autour de lui des structures incitatives qui lui facilitent la tâche.*

*Par exemple, à Paris, les juges aux affaires familiales, avec l'aide des médiateurs, ont intégré la médiation dans le paysage judiciaire, en installant en 2007 une permanence d'information à l'étage au-dessus du service des affaires familiales.*

*Cette permanence gratuite, est coordonnée par trois instances fédératives de médiation l'APMF,*



la FENAMEF et l'AME(émanation du barreau )

qui organisent la permanence sur qq demi journées à tour de rôle entre une quinzaine de services de médiation de Paris. Elle est utilisée par les juges pour faire injonction aux parties, en cours d'audience, de rencontrer un médiateur familial. Dans 85 % des cas, l'injonction débouche sur l'acceptation d'une médiation qui est alors ordonnée dans un jugement. La permanence est une incitation évidente pour les juges et une facilitation d'accès pour les justiciables. Elle a fait décoller la pratique de la médiation au tribunal : il y a eu une progression de 55 % du recours à la médiation sur la seule année 2007, avec une forte montée en puissance en 2008.

Mais pour résoudre le conflit du juge avec lui-même, peut-être la meilleure solution est-elle encore de favoriser, dans les textes, la médiation en amont de l'audience. C'est l'ambition du rapport GUINCHARD, qui préconise 2 mesures intéressantes dont on espère qu'elles se traduiront bientôt dans les textes qui sont annoncés pour janvier :

-le système de la " double convocation", que j'ai plaidé lors de mon audition devant la commission Guinchard et qui a été retenu. Du coup, anticipant sur les textes, nous avons au tribunal de Paris commencé à l'expérimenter depuis novembre, toujours avec l'aide des médiateurs. En quoi consiste la double convocation? Dès le dépôt d'une requête sur un conflit d'autorité parentale, des cabinets - pilotes de juge aux affaires familiales adressent aux parties, en même temps que la convocation à l'audience, une convocation préalable devant le médiateur,( que j'ai baptisée C. P. M).. L'objectif de cette rencontre des deux parties avec le médiateur, environ quatre à six semaines avant l'audience, est d'informer sur la médiation et de démarrer si possible un processus avant l'audience. Dans l'hypothèse idéale le juge pourra homologuer des accords de médiation à l'audience ou renvoyer l'affaire pour poursuivre le processus (ou évidemment trancher si les parties la refusent). L'intérêt de ce système est de garantir aux personnes d'accéder au juge dans un délai rapide, c'est un filet de sécurité pour les personnes qui sont en tellement en demande de justice. Cela peut les inciter dans l'intervalle à tenter une médiation où il y aura tout à gagner et rien à perdre... Cette expérience a eu l'adhésion indispensable du barreau de Paris et a même été annoncée dans le Bulletin de l'Ordre des Avocats.

-deuxième proposition du rapport : ce serait l'obligation à la médiation pour les conflits d'autorité parentale qui ont déjà fait l'objet d'une décision de justice ,et où le juge est de nouveau saisi car le conflit resurgit. Cette obligation à la médiation ne me choque pas en matière familiale car j'estime qu'il y a un devoir d'ingérence des Etats et donc des juges à protéger les enfants de conflit meurtriers. Sachant qu'on ne peut évidemment obliger qu'à une rencontre de médiation et que celle-ci ne pourra se poursuivre que sur une base volontaire, qui est son essence même.

Ainsi la médiation en amont de l'audience pourra, je l'espère, introduire chez les parties et les juges un changement de culture, en imprimant une nouvelle norme, celle de la négociation et du dialogue préalable, le juge devenant le dernier recours quand cette voie a échoué.

-mais c'est aussi là que va se révéler dans toute son ampleur le **troisième conflit, celui du juge avec la médiation elle-même...**

Car il y a une sorte de choc des cultures entre la justice et la médiation.

La justice, vous le savez, a la culture du résultat. Ce qu'elle attend de la médiation, et c'est pourquoi elle déploie beaucoup d'efforts pour la promouvoir, c'est des accords. Tangibles, concrets, qui pourront être homologués.

Or de ce côté-là, il y a une grande déception des juges devant les résultats de la médiation. Je



*ne vais pas pratiquer ici la langue de bois car je préfère la transparence mais ce que je vais vous dire doit rester évidemment confidentiel... Il faut bien constater que les protocoles d'accord sont une denrée plutôt rare (en tout cas c'est notre expérience au tribunal de Paris); d'une manière générale, le nombre d'accords, même simplement verbaux, n'est pas à la hauteur des attentes des juges... Qui du coup, préfèrent juger ou tenter de concilier eux-mêmes les parties pour ne pas risquer d'allonger une procédure pour des résultats trop souvent aléatoires.*

*Et là je me pose la question : est-ce que les médiateurs familiaux n'oublient pas trop souvent que l'objectif de la médiation c'est précisément d'amener les personnes à trouver elles-mêmes les bases d'un accord ? Cet accord, évidemment, ne pourra émerger qu'à la faveur du processus de rétablissement de la communication, qui est l'art de la médiation. Mais je remarque quand même que dans la définition de la médiation familiale on parle d'un "processus de construction et de reconstruction du lien familial" et que la recherche des accords est étrangement absente de cette définition ,alors qu'elle est l'objectif de la médiation, ce qui la distingue d'autres interventions comme la thérapie, le conseil conjugal, le travail social. La médiation a une double finalité : relationnelle, avec le travail sur la communication , et pragmatique par la recherche d'accords. L'accord écrit a la vertu de sceller la parole donnée, afin qu'elle ne soit pas que" pour- parler", et d'inscrire dans le réel le travail fait en médiation, qui sinon paraît trop souvent virtuel.*

*Vous allez objecter: mais la médiation ne se résume pas à l'accord ! L'essentiel c'est le rétablissement de la relation! C'est effectivement ce que j'ai clamé sans cesse dans mes conférences... Mais sachez que les juges ne trouvent pas la médiation achevée sans ce bout de papier qui est la preuve tangible que quelque chose s'est quand même passé, même si on est resté à mi-chemin ou dans des accords partiels.*

*Certes, nous sommes tous conscients que les situations adressées par la justice sont extrêmement nouées et enkystées. Certes, aussi, je vois bien sûr parfois les parents revenir illuminés, ravis de ce qui s'est passé pour eux en médiation et ils me remercient chaleureusement de les y avoir un peu fortement poussés... Mais trop souvent aussi je les vois revenir avec une distance, une réserve, une désillusion; ils me disent en « on a débarrassé beaucoup de choses sur le passé mais on n'a débouché sur rien ». Il n'y a pas eu de déclic, je ne vois pas briller dans leurs yeux l'étincelle de confiance vis-à-vis de la médiation.*

*Je n'ai pas de crainte que vous me soupçonniez de faire un mauvais procès, hâtif et injuste à la médiation, moi qui la soutiens depuis 15 ans... Mais je voudrais qu'on se pose la question de savoir s'il n'y aurait pas un problème de méthodes? Est ce il n'y aurait pas, tout en restant dans l'éthique fondatrice, à dépasser les dogmes d'une médiation familiale qui, pour vouloir être chimiquement pure, s'attarde un peu trop sur le rétroviseur au lieu de vouloir regarder le pare-brise, c'est-à-dire l'avenir devant soi à construire concrètement pour les parents et les enfants ?*

*Lorsque j'ai pratiqué sur le terrain la médiation familiale internationale, j'ai expérimenté des pratiques qui pourraient choquer les gardiens du temple de la médiation familiale, mais qui ont été si fructueuses en termes de reprise de relations et d'accords que je me pose la question : pourquoi ne pas les utiliser davantage en médiation interne ?*

*Je vais en citer quelques-unes :*

*-d'abord,ce que j'ai appelé dans mon livre( « la médiation familiale internationale la diplomatie du*



*coeur dans les enlèvements d'enfants » ed. ERES) la guidance des parents. Voilà ,le gros mot est lâché...*

*Bien sûr il n'est pas question pour le médiateur de voler aux personnes, serait-ce qu'une parcelle de leur liberté de décision, mais pourtant, les personnes sont dans une situation de crise aiguë, complètement désorientés, pour ne pas dire "paumés"... Une neutralité bienveillante à l'égard de chacun ne suffit peut-être pas à les aider à sortir de l'ornière. Je crois qu'ils ont besoin d'être guidés, accompagnés dans leur décision, et que, comme le dit Justin Lévesque dans son ouvrage, le médiateur doit les « influencer avec toute son intégrité ». Est-ce que l'intérêt supérieur de l'enfant ne pourrait pas être l'orbite sur laquelle le médiateur devrait replacer les parents de façon plus cadrante?*

*-autre façon de faire : les entretiens séparés. Ils permettent que chacun, dans l'empathie créée par le médiateur, se sente écouté, compris dans son passé et sa souffrance et même sa peur de l'autre, qu'il n'a pas envie de rencontrer d'emblée ? Les entretiens séparés me paraissent une clé pour construire la relation de confiance forte et privilégiée avec chacun, et le sentiment de sécurité, sans laquelle la médiation ne peut totalement réussir..*

*-autre méthode fructueuse : la participation de l'enfant en médiation, sur laquelle l'APMF a consacré son dernier numéro, et j'ai eu le plaisir de voir que beaucoup d'entre vous partagent mon point de vue : quand les parents écoutent ensemble, en présence du médiateur, le vécu de leur enfant de la situation familiale, ils vont pouvoir mieux apprécier les besoins de l'enfant et ce sera un facteur déclenchant des accords*

*-enfin l'association de l'avocat au processus de médiation, surtout dans la phase préalable des accords, me paraît être un gage incontournable de la réussite de la médiation ,quand on sait l'importance de l'adhésion de l'avocat à la médiation .*

*Quelqu'un a écrit dans la dernière revue de l'APMF : « avec la justice il y a à la fois collusion et collision ». La médiation ne s'implantera vraiment dans les esprits et les palais de justice que quand on parlera, non de collusion mais de coopération, non de collision mais de différence des approches, qui doit être une confrontation de nos logiques et de nos besoins, pour avancer tous ensemble vers le développement de la médiation.*

*Nous avons dépassé le stade des incantations sur les vertus de la médiation. Il nous faut maintenant affronter les réalités de demain , pour que la médiation devienne une vraie alternative et prenne toute la place qu'elle mérite, au lieu de rester un remède prescrit à dose homéopathique. Pourquoi ne pas travailler tous ensemble, médiateurs, juges, avocats, pour que cette "étincelle de la médiation" se produise plus souvent ?*

*La médiation, c'est l'art de la rencontre avec l'autre, celui qui est différent de moi. Alors, abattons les frontières des réticences et des méconnaissances réciproques, et travaillons ensemble dans un partenariat indispensable entre toutes les professions.*

*Et puisque j'ai décidé d'être concrète, et directe ( peut être un peu trop ...)je propose, en guise de conclusion, à tous ceux ici qui le souhaitent, une demi journée, voire une journée de travail en commun, pour forger tous ensemble " l'atelier de l'étincelle"...*